

Cercle Royal des Officiers de Réserve de Mons et Région

Je serai fidèle envers mon Roi, mon Pays et l'Armée, garante de son intégrité
Ik zal loyaal mijn Koning, mijn Land en het Leger, waarborg van zijn onschendbaarheid dienen

CONTACT

1 et 2 / 2018

Trimestriel

Janvier - Février - Mars

Avril - Mai - Juin

Belgique-België
P.P-P.B.
7000 Mons
BC 17454

P 801051

Bureau de dépôt :
Mons - Hyon



M. Raymond TASIAUX
DREVE DU PROPHETE, 62

7000 MONS

Editeur responsable
Alain KICQ
Rue de la Licorne, 34
7022 Hyon
Belgique - België

SOMMAIRE

Mot du Président

A.G. 2018

Jumelage Mons – Vannes

85^e anniversaire du KKRO Gent

Voyage en Champagne

1918 : La dernière année de la guerre

Général Leclerc

La bataille des Dardanelles (1^{ère} partie)

La tentation humanitaire (E. Carlier)

Monchartourn 2018

Le 21 juillet

Chers camarades,

Notre pays vient d'être secoué, une fois de plus, il y a quelques semaines par un drame humain qui touche non seulement les citoyens mais aussi les institutions qui ont pour rôle la sécurité du pays.

Il est donc important de ne pas courber l'échine mais au contraire de montrer avec détermination notre solidarité et notre citoyenneté.

Depuis les attentats de 2015, nous essayons de vivre de manière normale. Et voilà que ressurgissent des images d'horreur. Des personnes sont mortes sans raison apparente, brutalement, par la folie d'un homme qui se revendique d'une certaine « religion ».

Tout cela remet en question la protection des citoyens et les institutions qui en sont responsables.

Mais pensons à ces policières décédées dans l'exercice de leur fonction, à ce jeune homme assassiné sous les yeux de sa maman. Pensons à ces vies arrachées à leurs familles. Pensons aussi au courage de ceux qui sont intervenus avec maîtrise et au sang froid des enseignants de l'établissement scolaire qui ont évité le drame.

Dans quelques jours, nous célébrerons la Fête nationale. N'est-ce pas l'occasion de se rassembler derrière la devise de notre pays et de réfléchir à la solidarité entre communautés qui, à mes yeux, a pour objectif de construire une société plus juste et plus humaine.

Lors de ce premier semestre, nous avons eu des activités centrées sur la mémoire et la camaraderie.

L'A.G. du cercle, en janvier, qui est l'occasion de faire le bilan de notre association et de se retrouver autour du repas de tradition, la participation à l'A.G. de l'AOR Valenciennes, le jumelage Mons-Vannes qui fut un moment d'échanges conviviaux entre les membres de nos deux associations. Le voyage en Champagne de ce mois de juin présentait des activités multiples tant sur le devoir de mémoire que la découverte d'une région riche qui présente un patrimoine à multiples facettes.

Nous vous invitons à participer le 22 septembre prochain au « Monchartourn » culturel dont les détails se trouvent dans ce Contact.

Nous voici en été. Comme je dis souvent, c'est l'occasion de faire des découvertes, de se ressourcer, de prendre le temps de partager un bon moment en famille ou encore avec son voisinage.

Et donc, je souhaite à tous et à celles et ceux qui vous sont chers un bel été, riche en émotions diverses.

Le Président

Nous avons eu :

Janvier : A.G. 2018 avec une brillante conférence de notre Camarade Etienne Carlier sur le thème : « Un Dragon dans la tourmente ». Suite à de nombreux échanges avec son grand-père qui, lors de la première guerre mondiale, était affecté au 16^e Dragons de Reims, Etienne Carlier a écrit un livre remarquable concernant la vie de son aïeul avec son unité pendant la grande guerre.

Février : Participation au repas de Tradition du CROR Charleroi

Mars : Participation à l'A.G. de l'AOR Valenciennes

Mai : Jumelage Mons-Vannes

Dans la foulée du 65^e anniversaire du jumelage des villes de Mons et de Vannes, nous avons reçu une délégation d'officiers de réserve vannetais sous la conduite du Lt-Col Hre Jacques Fonteneau, Président de l'AOR de Vannes.

L'accueil par une partie des membres du CROR Mons fut enthousiaste et convivial.

La journée du samedi fut consacrée à la visite de la ville pour le matin. Un accueil officiel par la Ville de Mons se fit dans le cabinet d'apparat du Bourgmestre. Ensuite tout ce monde dégusta un plat typique de Mons. Après le repas montois, nous nous sommes rendus au MMM et avons terminé la visite par le cimetière militaire de Saint-Symphorien. La soirée se termina autour d'un BBQ préparé de main de maître par notre past Président D. Helbois et son épouse Marie-Ange.

A huit jours de la Ducasse, nous ne pouvions éviter de parler des traditions et des moments forts du week-end de la Trinité. Ce fut l'occasion de visiter le musée du Doudou sous la conduite du Président.

Merci à notre camarade, Ch. Massy, qui a assuré avec brio les visites du cœur historique et du MMM.

Juin : Participation au 85^e anniversaire du KKRO Gent.

Cercle avec lequel nous sommes jumelés depuis les années 80.

F. Verdier, M. Devos, P. Delattre et leurs épouses étaient présents pour assurer le soutien à nos amis gantois.

Voyage en Champagne

Une bonne vingtaine de personnes participaient à ce voyage qui, à l'occasion du 100^e anniversaire de l'armistice, fut l'occasion de (re)voir des sites tels que le Chemin des Dames, le Fort de la Pompelle mais aussi la cathédrale de Reims où les rois de France furent tous couronnés et sacrés.



C'était aussi l'occasion de découvrir la campagne environnante, la forêt de Verzy avec des hêtres qui poussent, depuis des centaines d'années, avec des formes étonnamment tortueuses. En parcourant la montagne de Reims et son vignoble, les organisateurs proposèrent une balade en bateau sur la Marne pour apporter fraîcheur et quiétude.



Dépôt de gerbe au monument du 16^e Dragons



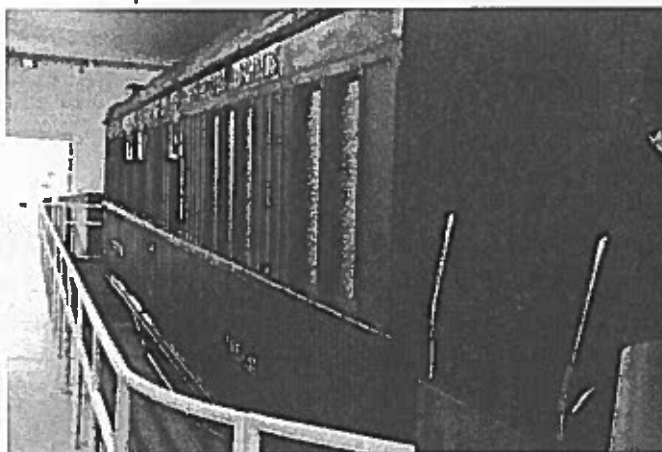
La conviction du Président pour le devoir de mémoire

Le dimanche, nous étions à Vivrières, un village de l'Aisne pour commémorer un fait marquant du 16^e Dragons où participa le grand-père de notre ami Etienne Carlier. Sous la conduite du Lt de Gironde, Chef d'Escadron, 57 Dragons chargèrent les huit avions Taube parqués dans un champ pour y passer la nuit. Les aéroplanes furent tous détruits. Ce fut un des dernières charges de cavalerie de la première guerre mondiale.

Après un moment intense de recueillement en présence des autorités locales et du Président de la Fraternelle du 16^e Dragons, le Lt-Colonel er Calleja, la municipalité avait réservé un accueil chaleureux.

Le repas de midi, concocté par notre administrateur Thierry Marcq, fut un réel plaisir de Jouvence pour les papilles.

Le voyage s'est clôturé par la visite du musée du wagon de l'Armistice dans la forêt de Compiègne. Il était important de clôturer ce voyage de mémoire par un site muséal qui engendre la réflexion sur la paix.



Le wagon de l'Armistice

Dernière année de la guerre.

Cette quatrième année de la guerre, qui en fut la dernière, en fut aussi la plus dramatique par la rapidité et la profondeur de la chute qui succéda à la plus haute fortune apparente où l'Allemagne fût encore montée.

Aux premiers jours de juillet 1918, elle était revenue à la Marne, après deux éclatantes victoires, et elle tenait Paris sous le feu de ses plus grands canons pendant qu'à l'autre extrémité de l'Europe, elle avait occupé sans coup férir la Russie méridionale, jusqu'à Sébastopol, et la Géorgie. Et le 8 août, selon la date qu'ils ont fixée eux-mêmes, ses plus fameux chefs de guerre, au spectacle de troupes prussiennes se rendant en masse ne mirent plus en doute l'inévitable et prochain écroulement.

L'Allemagne en était venue à ce degré d'épuisement physique et de dégoût moral de son entreprise où tout lui allait paraître préférable à la continuation de la lutte.

L'Allemagne, quand elle crut au printemps toucher à la victoire, en était plus éloignée qu'au premier jour, parce que la volonté des peuples de l'Europe qui s'étaient successivement coalisés contre elle, restait irréductible et que leurs forces s'étaient accrues du secours immense de l'Amérique; et la roue, à l'été, n'eut pas plutôt recommencé à tourner qu'elle se sentit désormais incapable même de cette ostentation par laquelle on peut encore tromper les autres. Les défaites militaires et les défaillances populaires se répercutèrent.

Armée et nation s'effondrèrent dans le même temps. Voilà le sens des événements, à la fois surprenants et inéluctables, du dernier acte de la tragédie.

L'offensive pour la paix.

Si brillantes que fussent les apparences au début de la quatrième année de guerre, la situation de l'Allemagne était, en réalité, précaire. Ni l'Ukraine ni la Roumanie n'avaient apporté autre chose qu'un soulagement d'une heure à la crise économique ; dans l'amaigrissement général, le moral faiblissait.

Ludendorff vit très clairement le danger américain ; il fallait en finir avec les alliés d'Occident avant que les troupes d'outre-Océan, qui commençaient à débarquer, fussent en nombre. Il fit revenir de Russie 64 divisions, environ 600 000 combattants, auxquels s'ajouteraient bientôt près d'un demi-million de recrues de la classe 1919.

Avec cette masse, il va lancer le suprême assaut, « l'offensive pour la paix » ; l'armée allemande accomplira « la plus grande tâche de son histoire ».

L'attaque sur Amiens.

L'attaque allemande du 21 mars 1918, en direction d'Amiens, eut pour objectif principal de couper les communications entre les Anglais et les Français; elle se fit en conséquence au point de suture, nécessairement le plus vulnérable, des deux armées, à l'ouest du massif de Saint-Gobain.

Du premier coup, qui fut formidable, 37 divisions contre 14, la faible charnière sauta. Si l'armée du général Byng résista, celle du général Gough, qui faisait la droite, face à Saint-Quentin, fut enfoncée. Débordée, ayant dû engager à la hâte toutes ses réserves, elle se retira précipitamment, abandonnant en trois jours toute la région dont Hindenburg, l'année d'avant, avait fait un désert.

Ludendorff put croire que la liaison entre Haig et Pétain était rompue; il rejettera les Anglais sur la mer, les Français sur la route de Paris. « Les cloches de Pâques sonneront la paix. »

Le « colmatage » de Pétain.

Le péril, le plus grand que les alliés eussent couru, fut conjuré par le sang-froid de

Pétain et par la splendide vaillance des chefs (Pellé, Humbert, Debeney, Fayolle) et des régiments qu'il jeta au-devant des Allemands.

« Soldats! dit Humbert, vous défendez le coeur de la France. »

Se cramponnant au terrain, se battant un contre trois, et, même, un contre six, ils firent digue, arrêtaient ou ralentirent les progrès du flux allemand.

Ce « colmatage », entre Somme et Oise, dérangerait les calculs de Ludendorff. Pétain put maintenir sa liaison avec les Anglais, qui semblaient déjà se retirer vers les ports du Pas-de-Calais.

L'unité de commandement.

Cette unité de commandement, que les clairvoyants, depuis si longtemps, réclamaient en vain, apparaissait maintenant comme la condition primordiale du salut. La dure défaite était due surtout au manque de coordination des armées, simplement alignées l'une à la suite de l'autre.

Appelés par Haig, lord Milner et le général Wilson accoururent de Londres et se rencontrèrent à Doullens avec le président Poincaré, Clemenceau, Pétain et Foch (25 mars). De l'accord de tous, la direction de la bataille fut donnée à Foch qui reçut, quelques jours plus tard, le titre de général en chef.

Bombardement de Paris.

Depuis le 31 janvier 1918 les raids d'avions de plus en plus fréquents sur Paris et les villes de l'Est de la France, presque quotidiens sur Londres et les ports anglais de la mer du Nord, furent le prélude et le complément régulier des grandes offensives allemandes. Malgré le « colmatage » de Pétain, la situation restait grave. La prise de Montdidier mettait les Allemands à 80 kilomètres de Paris. Quand, le samedi 23 mars, les « grosses Berthas » (du prénom de la fille de Krupp, le directeur des usines d'Essen) commencèrent à bombarder Paris, les journaux pangermanistes reprirent leur campagne de 1914 pour la « destruction méthodique » de la capitale de la France.

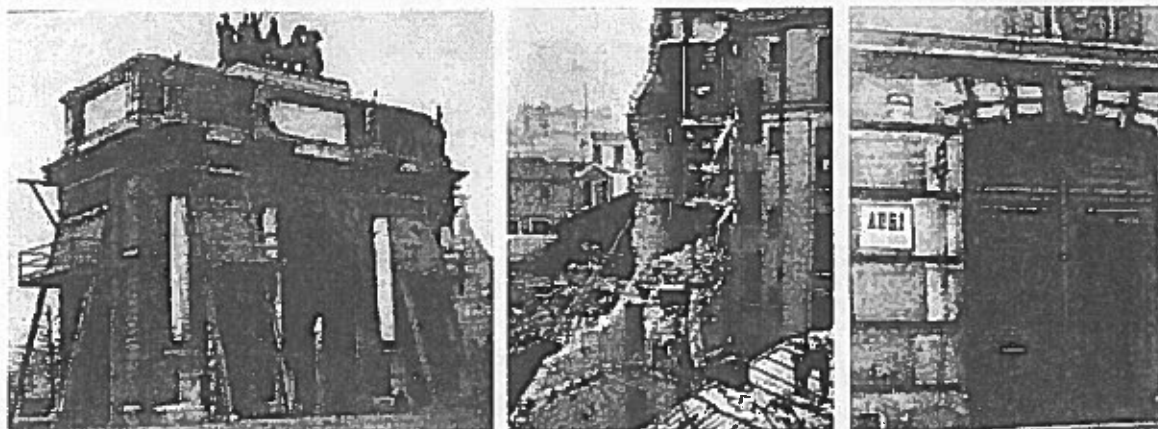
« Si Paris disparaissait, que perdrait l'humanité? - Peu de chose : le Louvre, qui n'a rien de très remarquable, et la Sainte-Chapelle, qui n'est pas d'un style très pur. »

On reparla du plan attribué avant la Marne au grand état-major prussien : il divisait Paris en six secteurs qui seraient successivement attaqués. Après chacune des attaques, l'empereur offrirait la « paix allemande ». Si elle était repoussée, un nouveau secteur serait détruit. Six semaines devaient suffire pour cette infernale besogne. Avec les berthas on irait plus vite, puisqu'elles tiraient sur Paris de Crépy ou de Ham, à 120 km de distance, et que Paris ne pouvait pas riposter.

Les Allemands n'avaient en réalité qu'un très petit nombre de ces gros canons, 6 au plus, que l'usure, les accidents et les coups heureux de l'artillerie lourde des Français mirent souvent hors d'usage. Les berthas se taisaient pendant plusieurs semaines; le tir recommençait quand elles étaient réparées ou remplacées. De la fin de mars aux premiers jours d'août, on signale 44 journées de bombardement,

environ 200 « points de chute », sans compter les obus tombés dans la banlieue, 900 morts ou blessés.

Le Vendredi Saint, l'un de ces projectiles tomba, pendant l'office des ténèbres, sur l'église Saint-Gervais et fit près de cent victimes.



Paris bombardé. De gauche à droite : la protection des bas-reliefs de l'arc de triomphe du Carrousel, un immeuble détruit par une bombe dans le XIXe arrondissement, une maison abri contre les avions.

Les victimes des gothas (bombardiers bimoteurs apparus dans le ciel en 1917) ne furent guère moins nombreuses (catastrophe du quartier Saint-Paul). Les incendies répétés des magasins de la Villette, les explosions inexplicables de La Courneuve et de Saint-Denis servaient trop bien les Allemands pour qu'on ne soupçonnât pas leurs agents secrets, les « indésirables », d'en être les auteurs. Les dégâts matériels furent considérables et l'auraient été bien davantage sans les précautions prises pour préserver les monuments (barricades en planches ou en maçonnerie, sacs de terre, etc.) et mettre en sûreté les trésors artistiques.

« L'effet moral » ne répondit pas à l'espérance des Allemands qui croyaient terrifier la population parisienne, provoquer des troubles, peut-être une révolution qui abrégierait la guerre. Sans doute y eut-il dans les gares plus de départs que d'habitude, mais on ne revit pas l'exode de septembre 1914. Le gouvernement voulut et obtint que la vie normale ne fût pas interrompue. Les Chambres siégeaient, les tribunaux jugeaient, les cours se faisaient régulièrement dans les écoles, on travaillait jour et nuit dans les usines. Le public vaquait à ses affaires ou même à ses plaisirs; les théâtres ne furent pas fermés. Au signal donné par les sirènes, on descendait dans les caves, où l'on causait, on discutait, on plaisantait en attendant les cloches qui sonnaient la fin de l'alerte et la berloque des pompiers. Dans les faubourgs, les enfants, inconscients, jouaient au « tir de barrage » et chantaient la Marseillaise quand Bertha recommençait à tirer.

Bataille devant Amiens.

Foch, professeur à l'Ecole de guerre, y avait enseigné la doctrine napoléonienne de l'offensive. Il l'avait appliquée, depuis le premier jour de la guerre, en Lorraine, aux marais de Saint-Gond, sur l'Yser et sur la Somme. Il était déjà bien résolu à l'appliquer de nouveau dès qu'il aurait arrêté les Allemands devant Amiens. Quelques-uns parlaient d'évacuer Amiens; réplique de Foch :

« Je me bats devant Amiens; je me bats dans Amiens ; je me bats derrière Amiens. »

La bataille pour Amiens dura près d'une semaine.

Hindenburg raconte qu'il aurait volontiers crié à chacun de ses soldats « Prenez au moins Villers-Bretonneux pour que, de ses hauteurs, je puisse bombarder Amiens. » Mais « l'armée de Picardie » était à bout de souffle; Amiens resta aux Anglo-Français. Commentaire de Hindenburg :

« La grande bataille de France est finie. »

Foch dit qu'à bien regarder ses cartes, il les préférerait à celles des Allemands et commença aussitôt à préparer une contre-offensive au sud de la Somme.

Bataille des Flandres.

Comme s'il en avait eu le soupçon, Ludendorff, rude joueur, prit les devants et jeta une ruée ordonnée sur le front anglo-portugais des Flandres. Haig, malgré une tenace résistance, fut défoncé sur la Lys, entre Ypres et Arras qui tinrent bon, et menacé, une fois de plus, d'être rejeté sur la mer.

Il fallut aller, c'était le plus pressé, à sa rescousse (avril 1918). Pétain, sans trop dégarnir la route de Paris, donna dix divisions. Après d'effroyables combats, le flux allemand vint mourir au massif des Monts qui surgit de la basse plaine flamande devant Cassel.



Charge des lanciers anglais à Mons.



Le bombardement d'Arras

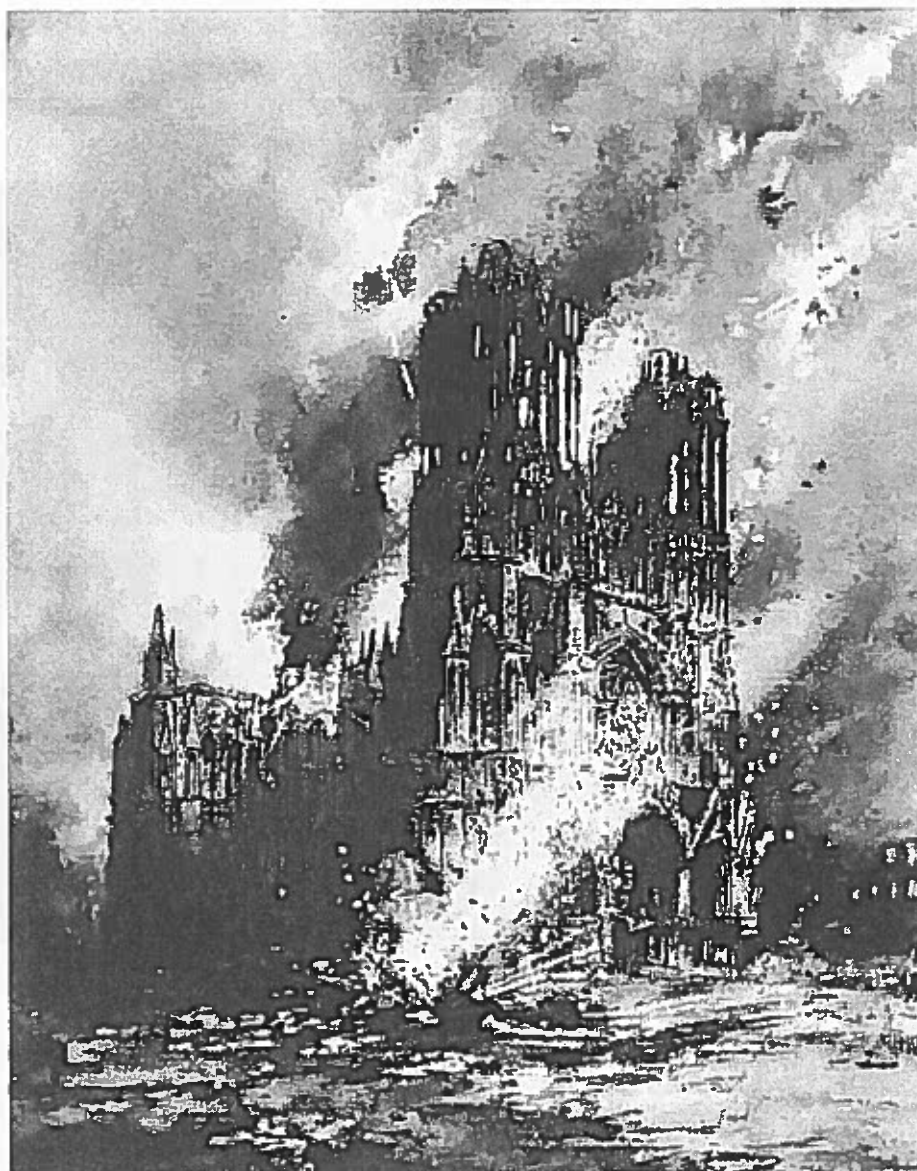
Ci-dessous : la route d'Ypres à Poelcapelle (octobre 1918). (Cl. Chusseau-Flaviens).



La rupture de l'Aisne.

De nouveau Foch prépara une offensive (en avant d'Amiens, sur le terrain, qu'il connaissait bien, de la Somme) quand Ludendorff, encore une fois, le devança, mais dans une troisième direction, entre Soissons et Reims, sur ce Chemin des Dames si péniblement conquis l'année précédente, où il savait que la défense française était la plus faible.

Le général Duchêne, soldat solide et attentif, avait vu se former l'orage. Ce front de bataille, qui allait de la mer du Nord à la Suisse, ce n'était pas une barre rigide; c'était une chaîne articulée. Avec les effectifs du printemps de 1918, il était impossible de garnir également tous les secteurs (à raison de 2 divisions pour 7 kilomètres). Pershing, du premier jour, s'était mis aux ordres de Foch, mais il n'avait encore qu'un petit nombre de troupes instruites.



Reims en flammes, par G. Fraipont.

Il parut à Foch qu'il devait garder le gros de sa masse de manoeuvre sur les fronts de Picardie et des Flandres. L'offensive, que signalait Duchêne, ne fut à aucun moment dans la pensée de Ludendorff une diversion, mais on pouvait supposer qu'elle le fût. Un revers momentané sur l'Aisne serait de moindre conséquence qu'en Artois. Ce sont les risques de la guerre.

Assailli sur un front de 90 kilomètres, par 25, puis par 34 divisions allemandes qu'accompagnaient les gaz et les feux de 4000 canons, Duchêne, avec 8 divisions de la 6e armée et 3 divisions britanniques, était vaincu d'avance (27 mai).

Les Allemands sur la Marne.

La rapidité de la pression de l'ennemi fut telle qu'il arriva aux passages de l'Aisne par dessus les nôtres et pendant que de furieux combats continuaient encore à l'arrière, à un contre quatre, cinq, et sept, à une batterie contre quatre.

Etonnés eux-mêmes de l'ampleur de leur succès, les Allemands poussèrent à la Marne, au chemin de fer de Paris à Châlons; ils occupèrent Château-Thierry et Soissons.

Cependant, des renforts ayant été amenés en toute hâte, l'équilibre fut rétabli par Duchêne, le neuvième jour après l'attaque. Ce formidable cyclone, qui s'était déclenché sous les yeux de l'empereur et du kronprinz, s'arrêta à la lisière des grandes forêts du Valois et devant la route de Meaux.



Retour de blessés à Châlons-en-Champagne.

Le secours américain.

Ce fut la dernière épreuve. Armée et nation, et tous les alliés de la France, la supportèrent sans fléchir, alors que Ludendorff avait escompté le désarroi et la panique.

Le président Wilson, à l'appel qu'il reçut, gagea toutes les ressources de l'Amérique sur la victoire. Au 4 juillet, jour de la fête de l'Indépendance, plus d'un million d'Américains avaient débarqué; à peine dégrossis, ils coururent au front. Chacun des mois suivants en amènera 300 000, sans que les sous-marins osent se risquer contre les immenses convois.

Clemenceau, devant une Chambre houleuse, couvrit le commandement, glorifia les soldats, annonça, du fond de la défaite, la victoire :

« Les Américains arrivent pour la bataille décisive où il reste aux vivants à parachever l'oeuvre magnifique des morts. »

Le roi Albert, Lloyd George, Orlando ne furent pas moins fermes.

« Ils maintinrent avec des griffes de fer les volontés et les forces des peuples alliés. »

C'est Hindenburg qui parle.

La bataille pour Paris.

Manifestement, Paris était l'objectif du commandement allemand. Le gouvernement déménagea les administrations publiques, la Banque, et prépara la défense de la capitale.

Si éclatante qu'eût été leur victoire sur l'Aisne, tout de même elle n'avait encore conduit les Allemands que dans une impasse : arrêtés devant la Marne, leurs flancs étaient pressés à l'Ouest par Compiègne et la forêt de Villers-Cotterets, à l'Est par la montagne de Reims.

Dès lors le plan de Ludendorff, comme celui de Foch, étaient écrits sur la carte pour l'un, faire tomber ces deux obstacles; - alors les routes de Paris et de Châlons s'ouvraient et le gros des armées françaises était coupé des armées de Lorraine; - pour l'autre, se cramponner à ces deux piliers, et la résistance victorieuse devenait comme le principe d'une victoire stratégique.

Tout le mois de juin, les Allemands se battirent avec acharnement pour Compiègne, mais ne gagnèrent que peu de terrain. Fayolle, avec Humbert et Mangin, toujours prêts à contre-attaquer, arrêta l'offensive de von Hutier (combats du Mont-Renaud, de Plémont, de Courcelles).

La bataille pour Reims.

Ludendorff, après avoir, dit-il, « beaucoup cherché », décida d'attaquer la montagne de Reims, en Il se flattait de prendre par le front de Champagne tenu par les Français, comme il avait fait en Picardie; Foch, prévenu par son aviation et par des déserteurs, était sur ses gardes, de Château-Thierry à l'Argonne, et Pétain avait dressé à l'est de Reims, où était Gouraud, un piège formidable. même temps qu'il passerait la Marne.



Gouraud.

Guillaumat.

Foch.

Sacrifice des Monts.

Ce fut là, au massif de Moronvillers, qu'échoua la fortune allemande, après un immense duel d'artillerie qui avait éclaté dans la nuit du 14 au 15 juillet et qu'on entendit de Paris.

Le sacrifice prémédité des monts de Reims (Cornillet, Casque, Mont-Haut), où la résistance se fit assez héroïque pour donner à croire aux Allemands qu'en prenant d'assaut les premières positions françaises, ils avaient gagné la victoire, les amena jusqu'à la chaussée romaine où l'artillerie de Gouraud les attendait et en fit un terrible massacre.

Décimée et épouvantée, l'armée allemande reflua en désordre vers ses batteries, mais pour les trouver écrasées; Gouraud, dès le lendemain, rentra en possession des monts.

L'offensive de Foch.

Les succès partiels que les Allemands avaient remportés le même jour, malgré des résistances épiques (Vandières, Châtillon), à l'ouest de la montagne de Reims et sur la rive gauche de la Marne, ne faisaient dès lors qu'aggraver la situation d'où Ludendorff avait pensé s'évader par sa suprême offensive.

Ils s'étaient enfoncés dans la poche où ils allaient maintenant être attaqués sur leur flanc droit par Mangin et par Degoutte, tandis que Berthelot presserait sur leur flanc gauche et que Mitry, arrivant par le Sud, les rejetterait dans la Marne.

Deuxième bataille de la Marne.

Comme la première, la deuxième bataille de la Marne (18-21 juillet) fut un redressement.

Avec la 10^e armée, jaillissant de la forêt de Villers-Cotterets, et avec la 6^e, s'élançant du sud de l'Ourcq, Foch, comme autrefois Joffre, a repris l'initiative; mais c'est, cette fois, pour la garder jusqu'à la victoire finale, grâce à la supériorité de son artillerie, de ses chars d'assaut et de ses avions, à l'abondance de ses réserves, maintenant que les Américains arrivent en masse, et, bientôt, à la démoralisation des Allemands.

Du premier jour de l'offensive française, Ludendorff vit la partie perdue, et, reconnaissant le danger d'un enveloppement, n'attendit pas pour ordonner la retraite générale, de la Marne sur la Vesle et sur l'Aisne.

L'armée allemande se replia en combattant, avec ses meilleures troupes sur ses flancs, mais abandonnant un immense matériel et des tas de prisonniers. Degoutte rentra à Château-Thierry, Mangin à Soissons, après un beau combat sur le plateau d'Ambrief.

Les Américains reçurent courageusement le baptême du feu, aux combats du Bois-Belleau, entre l'Ourcq et la Marne. Deux belles divisions italiennes prirent part à la défense de la montagne de Reims.



L'artillerie française traversant un village de la Somme (août 1918), par R. Desverreux.

Le plan incliné de la victoire.

Désormais, selon la formule de Foch, les armées alliées se sentent portées en avant comme si elles glissaient sur un plan incliné. Et, sur la pente où il poursuit les Allemands, le vainqueur de la seconde Marne, qui a reçu le bâton de maréchal, ne va leur laisser aucun répit. C'est la consigne qu'il donne et que reçoivent avec allégresse les soldats, les Français, les Belges, les Britanniques, les Américains qui voient la victoire devant eux.

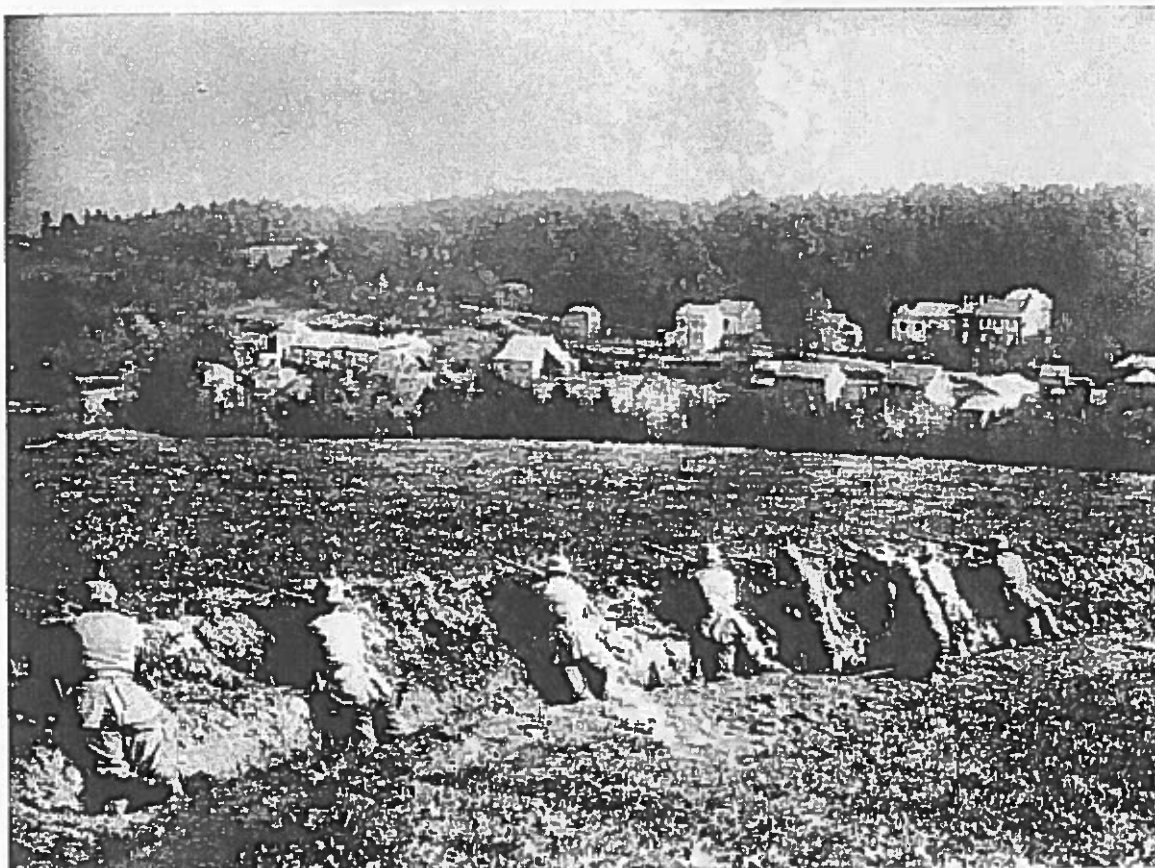
Arrêtés devant Amiens, arrêtés devant Calais, les Allemands avaient placé leur dernière espérance dans l'offensive, par la vallée de la Marne, vers Paris. Maintenant, ils n'aperçoivent plus aucune chance de gagner la guerre. Les sous-marins devaient réduire l'Angleterre à merci; loin de fléchir, l'Angleterre s'est redressée dans un des plus splendides efforts de son histoire. Devancer les Américains était une question de vie ou de mort, et les voici, soldats improvisés, mais jaloux d'égaliser les Européens, tous les jours plus nombreux, avec, derrière eux, un réservoir inépuisable d'hommes et de richesses.

L'Allemagne est à bout de forces. L'implacable blocus anglais l'a réduite à un état voisin de la famine. Le ressort moral se rompt. Un peu de vérité est entré dans les ténèbres de mensonge où elle a vécu pendant quatre ans. L'empereur, Ludendorff, la caste militaire ont perdu leur prestige. Les Allemands ne sont pas hommes à accepter la lutte pour l'honneur, jusqu'au dernier carré de territoire libre. Le cri vers la paix s'élève de toutes parts. La révolution gronde.

Ludendorff reste dans la défaite un grand chef de guerre, mais ses réserves ont fondu; ses troupes d'élite, ses sous-officiers, ses mitrailleurs se battent encore très bien, mais nombre d'unités se laissent complaisamment encercler. Ainsi « le 8 août (sur la Somme), le jour sombre de l'armée allemande », des milliers de Feldgrauen n'ont pensé qu'à se rendre : pour le prisonnier, la guerre est déjà finie. Tous les mois, les alliés firent 100 000 prisonniers.

Bataille générale.

Pendant les trois derniers mois de la guerre, Foch n'arrêta pas de « frapper à coups redoublés et répétés », méthodiquement, tantôt sur un front, tantôt sur un autre, et, bientôt, sur tous à la fois. L'amalgame a été réalisé avec l'unité de commandement. Ici des divisions françaises aux côtés des Américains, là aux côtés des Britanniques et des Belges.



Une tranchée allemande, dans l'Argonne.

Le Sancerre fut reconquis après le Tardenois; le Noyonnais tomba ensuite; puis ce furent les plateaux au nord de Soissons et de Compiègne, les villes de la Somme, le saillant de Saint-Mihiel, jusqu'aux avancées de Metz, le Cambrésis, le massif de Saint-Gobain, la forêt d'Houthulst, l'Argonne, les Monts de Champagne, le Laonnois, et, l'une après l'autre, toutes les lignes que Hindenburg avait décorées des noms fameux de l'épopée nationale : Siegfried, Wotan, Alberich, Brunehilde.

Ces victoires libérèrent des villes occupées depuis la première année de guerre Saint-Quentin, Lens, Cambrai, Douai, Lille. Les Allemands, en quittant Cambrai, y mirent le feu, Lens n'était plus qu'un monceau de ruines; les charbonnages du Nord avaient été systématiquement ruinés; partout, les usines et les fabriques avaient été pillées par ordre, étaient réduites à l'état de murs nus.

Chute de l'Orient.

La plus formidable puissance militaire que le monde eût connue craquait de toutes parts; l'événement qui précipita la chute se produisit en Orient.

C'était, surtout, pour la maîtrise de l'Orient que l'Allemagne avait entrepris la guerre; l'Autriche, du premier jour, puis la Turquie et la Bulgarie s'étaient rangées sous ses ordres. L'automne de 1918 les vit crouler toutes les trois.

La Bulgarie s'effondra la première, abattue en quelques jours (15-28 septembre) par l'offensive des armées alliées de Macédoine, sous Franchet d'Espérey. Cette solidarité des fronts, dont l'idée avait rencontré tant de résistances, ne pouvait être démontrée au dernier acte du drame, par un plus saisissant exemple; on put dire du Vardar qu'il était un affluent de la Marne.

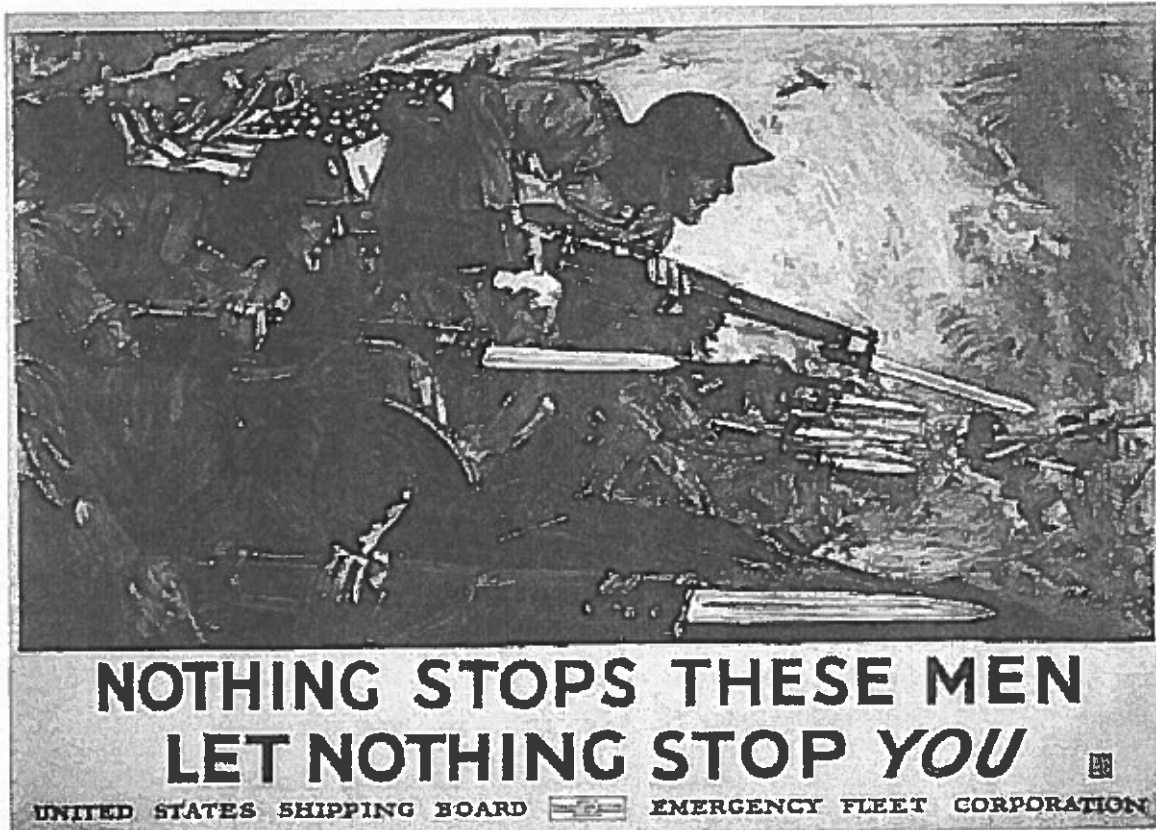
Le roi Ferdinand ayant abdiqué, son fils Boris capitula. Les Serbes, rentrés à Nich, puis à Belgrade, sur les talons des Autrichiens, coupèrent la voie ferrée de Berlin à Constantinople et la voie fluviale du Danube. La Roumanie déchira le traité de Bucarest.

Le mois d'après, ce fut le tour de la Turquie. Ne pouvant plus rien attendre de l'Allemagne, depuis l'effondrement de la Bulgarie, et ayant perdu, en quelques jours, la Syrie après la Palestine, elle offrit sa soumission. Les flottes alliées occupèrent les forts des Dardanelles et le Bosphore.

Enfin l'Autriche tomba en morceaux. Depuis son avènement, l'empereur Charles aspirait à la paix et voyait monter l'orage de tous les Etats slaves de la double monarchie, mais il fut sans force pour rompre les liens avec l'Allemagne.

En octobre, la Bohême se proclama indépendante, une révolution socialiste éclata à Pesth, les Croates se soulevèrent; le manifeste de l'empereur, annonçant la transformation de l'Autriche en un Etat fédératif, était en retard d'une année.

Quand les Italiens reprirent l'offensive à Vittorio-Veneto (29 octobre), ils n'eurent plus rien devant eux; l'armée autrichienne se débanda, près de 500 000 officiers et soldats (Slaves, Roumains, Polonais, Slovènes) se rendirent. Udine, Trente, Trieste furent occupées sans coup férir; la flotte passa aux Tchécoslovaques.



Les Américains à la guerre. Rien ne les arrête (affiche de recrutement).

Les quatorze articles.

Dès le 3 octobre, Hindenburg avait conseillé à l'empereur de cesser une guerre perdue:-

«Chaque jour coûte la vie à des milliers de braves soldats. »

Et rien à espérer de l'avenir :

« Au lieu d'une fraîche Amérique, des alliés tombés sur les genoux [...]. Impossible de construire un nouveau front. »

Le chancelier (le prince Max de Bade) s'adressa au président Wilson, demandant un armistice immédiat avec ouverture de négociations pour la paix.

Wilson, dans un message du 8 janvier, avait formulé en quatorze articles (quatorze points) les principes et les garanties de la paix future : droit des peuples de disposer d'eux-mêmes; reconstitution de la Pologne, de la Bohême; restauration de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie ; restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, des terre irredente à l'Italie; réparation des dommages causés par l'agresseur; désarmement ; arbitrage.

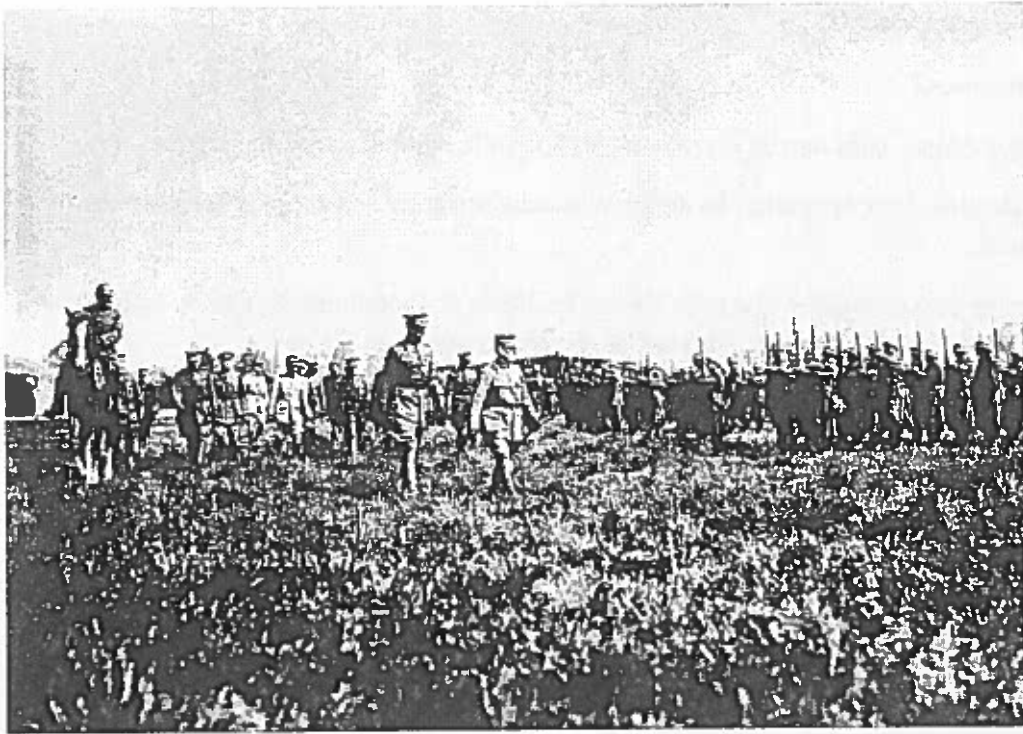
Les quatorze articles de Wilson

Que voulons-nous ?

- 1° Des traités de paix sans rien de secret conclus à la suite d'une discussion publique.
- 2° Liberté absolue de la navigation en dehors des eaux territoriales en temps de guerre comme en temps de paix.
- 3° Suppression aussi complète que possible des barrières économiques, égalité de traitement accordé en matière de commerce à toutes les nations consentant à la paix.
- 4° Garanties prises et données quant à la limitation des armements.
- 5° Règlement impartial de toutes les questions d'ordre international.
- 6° Évacuation du territoire russe, répartition conforme au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes des territoires ayant appartenu à l'empire russe.
- 7° Évacuation complète de la Belgique, reconnaissance de sa pleine et entière indépendance.
- 8° Évacuation du territoire français. Réparation du tort fait à la France en 1871 (Alsace-Lorraine).
- 9° Rajustement des frontières italiennes conforme au vœu des habitants et au principe des nationalités.
- 10° Aux peuples d'Autriche-Hongrie dont nous désirons que la place parmi les nations soit assurée, doit être accordée une possibilité de développement autonome.
- 11° Évacuation de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro, libre accès à la mer assuré aux Serbes.
- 12° La partie turque de l'empire ottoman doit demeurer indépendante et souveraine sur son territoire, mais les autres nationalités jusqu'ici soumises à la domination turque doivent, elles aussi, avoir leur liberté entièrement garantie. Le détroit des Dardanelles doit être ouvert en tout temps aux navires de toutes les nations sous des garanties internationales.
- 13° Constitution d'un État polonais auquel appartiendront les populations indiscutablement polonaises, qui aura libre accès à la mer et dont l'indépendance politique devra être garantie par un traité international.
- 14° Création d'une Société des Nations dont les membres se garantiront les uns aux autres l'indépendance politique et l'intégrité territoriale.

Le secrétaire d'Etat Lansing répondit par trois interrogations précises. L'Allemagne accepte-t-elle les 14 articles autrement que « comme bases de négociations »? Est-elle prête à retirer ses troupes des territoires envahis? Le chancelier parle-t-il au nom des autorités qui ont conduit la guerre? C'était poser la question de l'abdication de Guillaume II.

Comme les gouvernants allemands hésitaient encore, des troubles éclatèrent dans plusieurs grandes villes; à Kiel, les marins se soulevèrent. L'empereur parut le seul obstacle à la paix.



Le roi Albert Ier et le général Foch passent en revue les troupes.

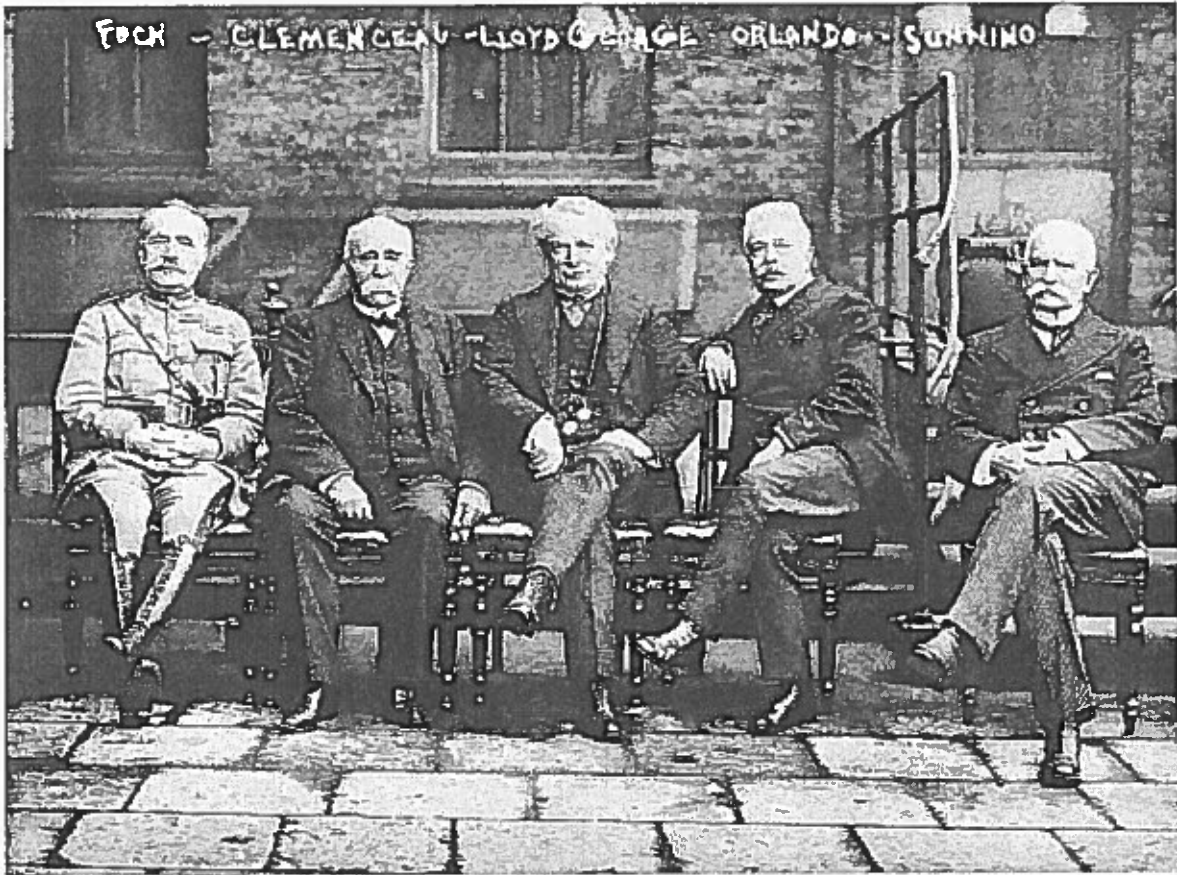
La débâcle allemande.

Cependant Foch poussait et développait son offensive sur un immense arc de cercle, des portes de Gand, vers où s'avancait le roi Albert, aux confins de la Lorraine mosellane, où Castelnau s'apprêtait à marcher sur Metz. Au centre, Debeney, d'une ruée impétueuse, forçait la trouée de Chimay, pendant que Horne courait à Mons, Humbert à Rocroy, Guillaumat à Mézières, Gouraud avec Liggett à Sedan.

Encore quelques jours de bataille, et la défaite allemande tournait au désastre. Ludendorff avait démissionné ; Hindenburg télégraphia à Berlin de conclure à tout prix l'armistice, sinon il ne répondait plus de rien. Déjà des régiments se révoltaient, les soldats arrachaient aux officiers leurs insignes.

L'empereur, depuis un mois, errait entre Potsdam et son quartier général de Spa, comme absent des choses. Il s'enfuit en Hollande, où il fut suivi par son fils.

A Berlin, les socialistes (Ebert, Scheidemann), installés au pouvoir, annoncèrent qu'il avait abdiqué. Ils avaient déjà fait partir en toute hâte des parlementaires pour le front allié. (J. Reinach).



Les vainqueurs de 1918.

Le Général Leclerc

Le 28 novembre 1947, l'avion du général Leclerc s'écrasait dans le sable algérien. Retour sur le parcours de cet éminent chef militaire au destin fulgurant et étonnant.



Le général Leclerc à Utah Beach en Normandie le 1er août 1944. Rue des Archives/Rue des Archives/Tallandier

Au lendemain de la libération de Paris en 1944, l'image du général Leclerc, descendant les Champs-Élysées aux côtés du général de Gaulle a marqué les mémoires collectives.

Mais qui était-il vraiment ?

Militaire de père en fils

Né le 22 novembre 1902 en Picardie, Philippe de Hauteclocque est issu d'une vieille famille aristocratique picarde. De génération en génération, on embrasse la carrière des armes chez les Hauteclocque. Le jeune homme ne déroge donc pas à cette règle. Bac en poche, l'étudiant part à Versailles où il rentre à l'école Sainte-Geneviève afin d'y préparer Saint-Cyr. Son choix, la cavalerie, le conduit à l'École d'application de Saumur. Il en sort major en 1924. Deux années plus tard, devenu instructeur des officiers marocains, il se distingue par ses capacités d'adaptation aux mœurs du Maghreb et se passionne pour l'islam. C'est à cette époque qu'il connaît les premiers succès militaires. De retour en France, admis à l'École de guerre, il est reçu premier. Lorsqu'éclate la guerre en 1939, il est à la tête du bureau des opérations de l'État-major d'infanterie.

Sa rencontre déterminante avec de Gaulle

En mai 1940, Philippe de Hauteclocque, capitaine d'État-major à la 4e Division d'Infanterie, se trouve en poste sur le front belge. Prisonnier à deux reprises, il s'évade à chaque fois puis traverse toute la France à bicyclette. Son ambition : rejoindre de Gaulle dont il a entendu l'appel à la radio. Les mêmes certitudes et croyances en l'avenir dans la France habitent les deux hommes. C'est à partir de ce moment qu'il prend le nom de Leclerc. Son but: préserver sa femme et ses six enfants restés en zone occupée. Dès leur première rencontre, reconnaît en lui un excellent chef et le promeut chef d'escadron. Sa première mission, l'Afrique équatoriale. Arrivé en pirogue à Douala en août 1940, le capitaine Leclerc conquiert le Cameroun et le rallie à la France libre. Il s'attribue lui-même le grade de colonel pour pouvoir discuter d'égal à égal avec les représentants militaires français gouverneurs en Afrique (grade confirmé par la suite par de Gaulle).



Le général de Gaulle et le général Leclerc à Paris en août 1944.

Le serment de Koufra : un engagement qui sera tenu

Le colonel Leclerc se lance dans une aventure : attaquer la grande oasis libyenne de Koufra, occupée par les Italiens. En mars 1941, il s'empare de la forteresse de Koufra et s'engage devant ses hommes à ne s'arrêter que lorsque le drapeau français «flottera sur la cathédrale de Strasbourg». C'est le fameux serment de Koufra que tous ceux qui suivront Leclerc seront tenus d'accomplir. Puis Leclerc se consacre à sa prochaine mission: la conquête du Fezzan, région stratégique parsemée de forts occupés par les Italiens. Il y lance ses unités sur plusieurs axes. Après les deux campagnes du Fezzan, les oasis tombent les unes après les autres, début janvier 1943: le Fezzan est conquis. Le général de Gaulle exalte l'épopée de Leclerc et de ses hommes: «Un exploit qui ne le cède en rien aux plus beaux de notre grande Histoire».*

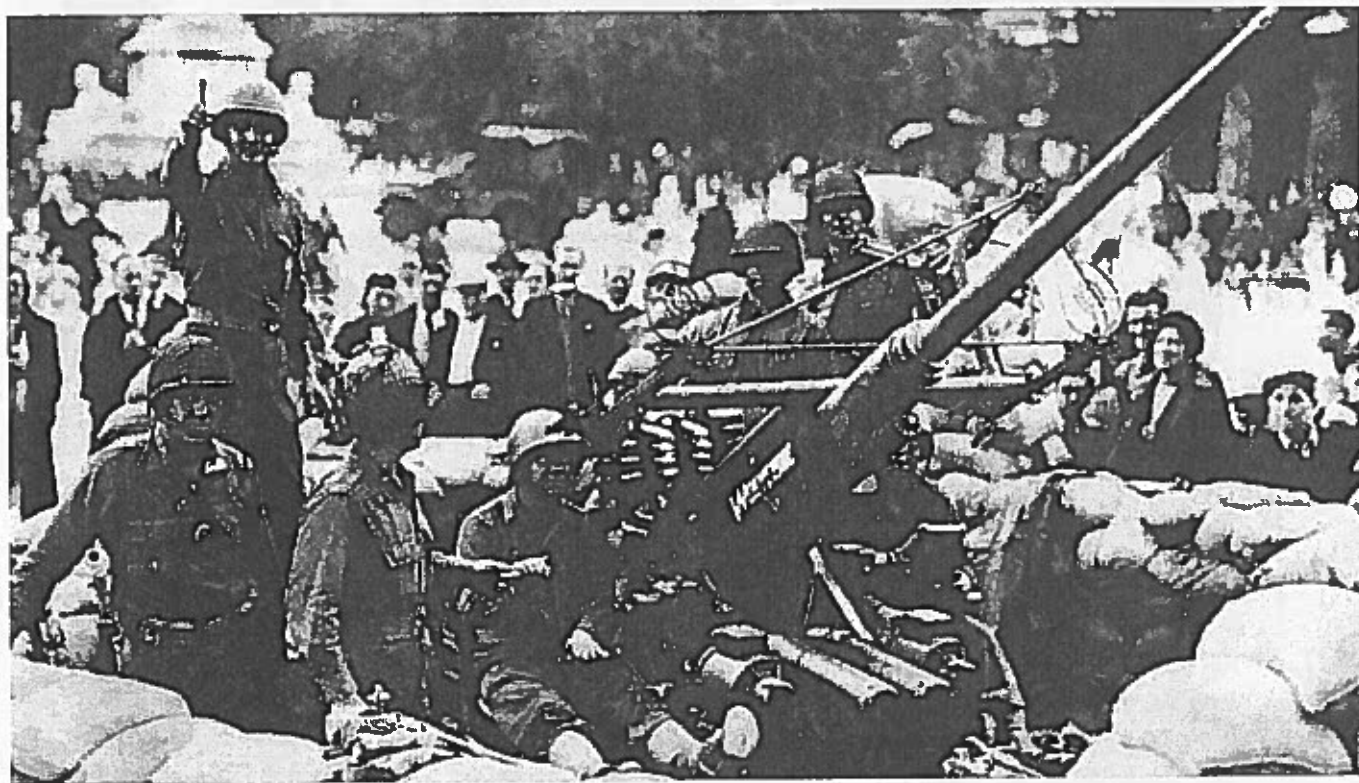
Le 25 janvier Leclerc et ses hommes entrent à Tripoli. Grâce à un accord signé avec les autorités britanniques, la France Libre administre directement ce territoire.

De la Normandie au nid d'aigle d'Hitler : l'épopée de la Libération

De l'été 1943 à l'été 1944, Leclerc forme au Maroc puis en Angleterre sa grande unité de combat, la 2e DB. Devenu général, il en reçoit le commandement. Cette division blindée s'associe au débarquement en Normandie: elle participe aux combats de Mortain, puis libère Alençon le 12 août 1944 et marche vers Paris. Un envoyé de Rol-Tanguy, chef des FFI d'Île de France demande au haut commandement des troupes alliées le soutien des hommes de Leclerc aux insurgés de Paris. On connaît la suite: la libération de Paris le 25 août 1944. L'acte de reddition des troupes allemandes est signé par le général Von Choltitz, en présence du général Leclerc et du colonel Rol-Tanguy.

Ce n'est pas la fin des combats pour le général Leclerc et la 2e DB. Elle avance en Champagne et atteint Strasbourg le 23 novembre 1944. Trois ans et huit mois après Koufra, Leclerc et ses compagnons ont donc tenu leur serment. Ce jour-là, Leclerc écrit à son ami René Pleven un billet enthousiaste comme le rappelle André Dansette dans Le Figaro du 5 juin 1952: «Un simple mot: aujourd'hui à 16 heures, j'entrais dans Strasbourg au milieu de la bataille après une lutte de quatre jours véritablement héroïque. Nos hommes ont été splendides. Voilà le couronnement!

Maintenant, nous pouvons disparaître la tâche est remplie... Je suis éreinté mais heureux. Pertes faibles, mais quelques beaux officiers. Amitiés». Leclerc et ses hommes dépassent leur engagement en franchissant le Rhin, puis le Danube. Ainsi, le 5 mai 1945, les troupes de Leclerc s'emparent du repaire d'Hitler à Berchtesgaden. Le surlendemain, l'Allemagne capitule. Le 22 juin le général Leclerc abandonne le commandement de la 2e DB. Une autre tâche l'attend.



Des soldats de la 2e DB place du Châtelet au moment de la libération de Paris en août 1944.

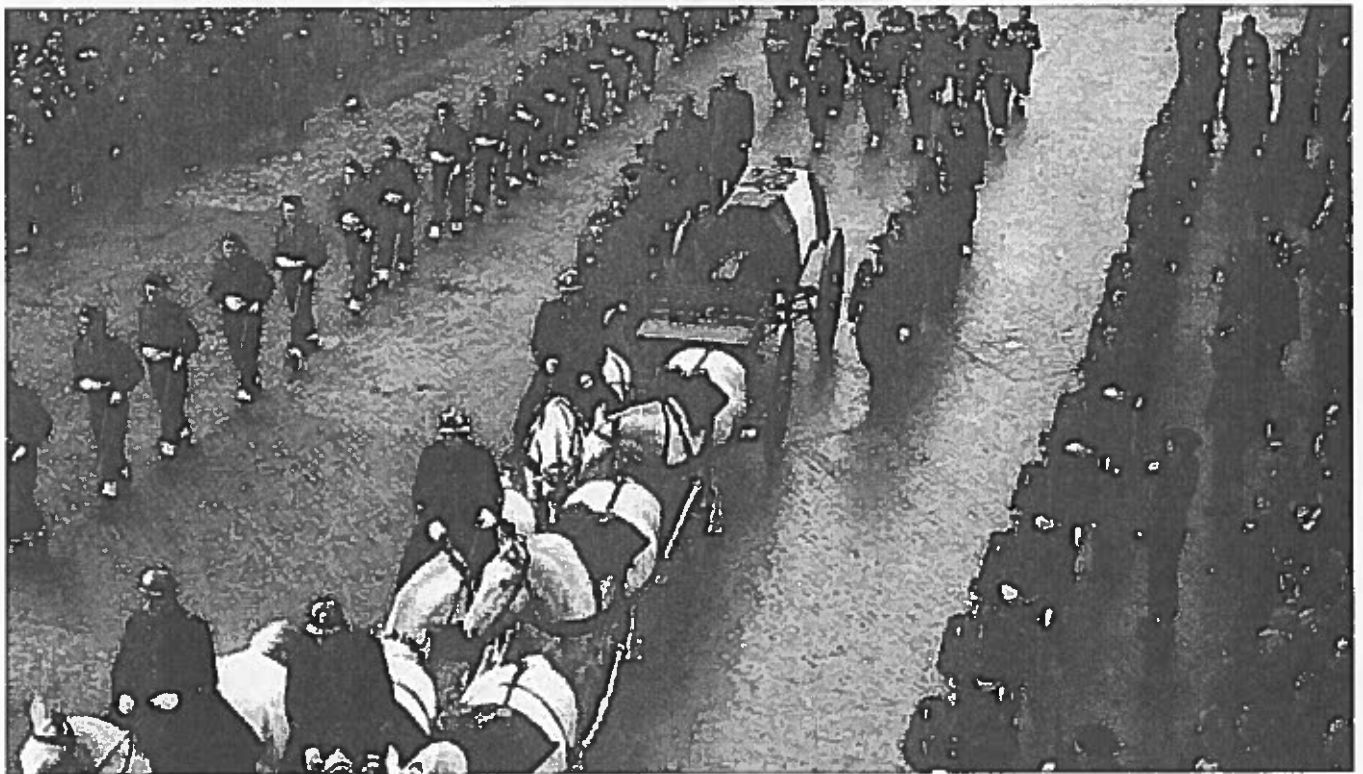
La délicate reconquête de l'Indochine

Le 16 août 1945, le général Leclerc est nommé commandant supérieur des troupes en Extrême-Orient. Après avoir signé le 2 septembre, pour la France, à côté du général américain MacArthur, la capitulation japonaise à bord du cuirassé Missouri, il débarque à Saïgon. Il s'agit pour lui de rétablir la souveraineté française en Indochine, d'abord contre les Japonais, ensuite contre le Vietminh qui réclame l'indépendance. Mais la situation en Indochine semble d'une complexité qui dépasse le cadre strictement militaire. De plus Leclerc ne parvient pas à faire partager ses idées à son supérieur l'amiral Thierry d'Argenlieu, le Haut-commissaire de la République en Indochine. Incompris, il est rappelé en France et est nommé inspecteur des Forces terrestres, maritimes et aériennes d'Afrique du Nord. C'est ainsi qu'il se rend en inspection de garnison de Colomb-Béchar.

Le héros foudroyé

«Un bruit d'abord imprécis, mais très vite amplifié, vient de remplir Paris -ce Paris qu'il a libéré- comme il remplira demain, toute l'Union française, et bientôt le monde entier, car sa gloire débordait toutes les frontières: Leclerc vient de trouver la mort, carbonisé avec ses camarades de vol à quelques kilomètres de Colomb-Béchar» pleure le général Vigier en Une du Figaro du 29 novembre 1947. La veille le bombardier bimoteur où se trouvait le général Leclerc s'est écrasé dans le désert algérien.

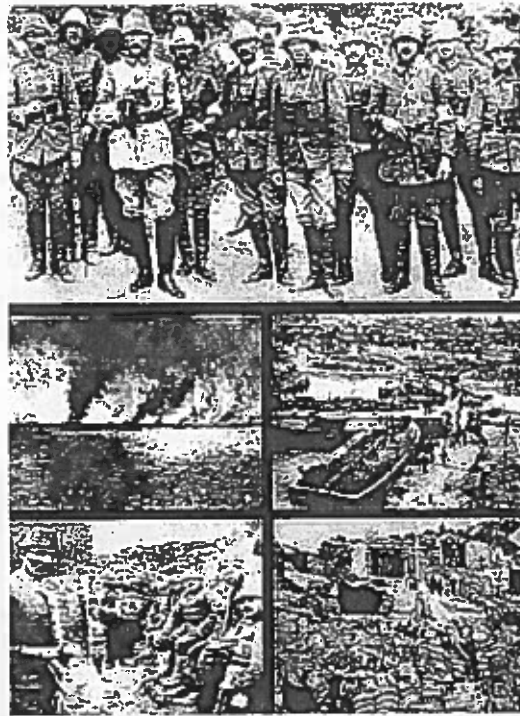
«Les débris ont été projetés jusqu'à 60 mètres. Parmi eux des corps déchiquetés et calcinés. On retrouve celui de Leclerc, un morceau de sa canne que le feu n'a pas consumé, son insigne de la 2e DB, sa chevalière à l'annulaire gauche, son portefeuille... rapporte Adrien Dansette dans son récit dans Le Figaro du 12 juin 1952. Devant la perte d'un des généraux les plus populaires, l'émotion et la tristesse est profonde. Des funérailles nationales sont organisées et le repos du corps est prévu dans la crypte des Invalides aux côtés de Turenne et de Foch. En 1952, le général Leclerc est élevé à la dignité de maréchal de France. Mais cet accident, la mort du héros va alimenter un tas de rumeurs. Certains vont même jusqu'à soupçonner un attentat. Et pourquoi pas fomenté par de Gaulle lui-même à qui le libérateur de Paris et de Strasbourg aurait fait de l'ombre! Toutes ces hypothèses sont alimentées par la découverte d'un treizième corps alors que sur les papiers d'embarquement douze personnes sont inscrites. Qui est-il ? C'est un mystère qui demeure toujours.



Le 8 décembre 1947, jour de deuil national, se déroulent à Notre-Dame les obsèques du général Leclerc en présence des plus hautes autorités du pays.

* Fondation de la France libre

La bataille des Dardanelles (1^{ère} partie)



De haut en bas et de gauche à droite : officiers ottomans dont Mustafa Kemal (quatrième à partir de la gauche) ; navires alliés ; débarquement allié dans la baie ANZAC ; soldats ottomans dans une tranchée ; positions alliées.

La bataille des Dardanelles, également appelée bataille de Gallipoli (ou campagne des Dardanelles, ou campagne de Gallipoli), est un affrontement de la Première Guerre mondiale qui opposa l'Empire ottoman aux troupes britanniques et françaises dans la péninsule de Gallipoli dans l'actuelle Turquie du 18 mars 1915 au 9 janvier 1916.

La péninsule de Gallipoli forme la partie nord du détroit des Dardanelles reliant la mer Égée à la mer de Marmara. Durant la Première Guerre mondiale, cette région était contrôlée par l'Empire ottoman alors en guerre contre les puissances alliées dont le Royaume-Uni, la France et la Russie. Pour pouvoir ravitailler cette dernière, le contrôle des Détroits était indispensable mais une tentative alliée pour traverser les Dardanelles échoua le 18 mars en raison des mines qui y avaient été posées. Pour que les dragueurs de mines puissent opérer en sécurité, il était nécessaire de réduire au silence les batteries ottomanes sur les hauteurs du détroit. Un débarquement fut donc organisé le 25 avril au cap Helles et dans la baie ANZAC à l'extrémité sud de la péninsule.

Le terrain difficile, l'impréparation alliée et la forte résistance ottomane provoquèrent rapidement l'enlèvement du front et les tentatives des deux camps pour débloquer la situation se soldèrent par de sanglants revers. Le 6 août, les Alliés débarquèrent dans la baie de Suvla au nord mais ils ne parvinrent pas non plus à atteindre les hauteurs dominant le détroit au milieu de la péninsule et ce secteur se couvrit également de tranchées. L'impasse de la situation et l'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés des Empires centraux poussèrent les Alliés à évacuer leurs positions en décembre 1915 et en janvier 1916 et les unités furent redéployées en Égypte ou sur le front de Salonique en Grèce.

La bataille fut un sérieux revers pour les Alliés et l'un des plus grands succès ottomans durant le conflit. En Turquie, l'affrontement est resté célèbre car il marqua le début de l'ascension de Mustafa Kemal qui devint par la suite un des principaux acteurs de la guerre d'indépendance et le premier président du pays. La campagne fut également un élément fondateur de l'identité nationale Turque. Commémorée sous le nom de journée de l'ANZAC, la date du débarquement du 25 avril est la plus importante célébration militaire en Australie et en Nouvelle-Zélande, où elle surpasse le jour du Souvenir du 11 novembre.

Entrée en guerre de l'Empire ottoman

Au début du ^{xx}e siècle, l'Empire ottoman était surnommé l'« homme malade de l'Europe » en raison de son instabilité politique, des revers militaires et des tensions sociales liées à un siècle de déclin. En 1908, un groupe de jeunes officiers appelés les Jeunes-Turcs prit le pouvoir lors d'un coup d'État ; le sultan Abdülhamid II fut renversé et son frère Mehmed V lui succéda même s'il n'avait plus aucun pouvoir. Le nouveau régime lança de nombreuses réformes afin de moderniser l'économie et l'administration de l'Empire. L'Allemagne était déjà un soutien de l'Empire et elle finançait plusieurs projets de modernisation comme le chemin de fer Berlin-Bagdad. Son influence s'accrut aux dépens de la présence britannique traditionnelle et des officiers allemands participèrent à la réorganisation de l'armée⁸. Malgré ces investissements, les ressources de l'Empire furent épuisées par les guerres balkaniques en 1912 et 1913. La faction pro-allemande menée par Enver Pacha, l'ancien attaché militaire ottoman à Berlin, s'opposa à l'influence britannique au sein du gouvernement et renforça les liens de l'Empire avec l'Allemagne. Ce rapprochement se traduisit en décembre 1913 par l'arrivée à Constantinople d'une mission militaire allemande menée par le général Otto Liman von Sanders. Dans le même temps, la position géographique de l'Empire signifiait que sa neutralité revêtait une importance considérable pour la Russie et ses alliés français et britanniques dans le cas d'une guerre en Europe.

Durant la crise de juillet, en 1914, les diplomates allemands proposèrent aux Ottomans de former une alliance contre la Russie en échange de gains territoriaux dans le Caucase et dans le nord-ouest de la Perse. La faction pro-britannique était alors isolée du fait de l'absence de l'ambassadeur britannique. Le 30 juillet, deux jours après le début de la Première Guerre mondiale, les dirigeants ottomans approuvèrent une alliance secrète avec l'Allemagne contre la Russie mais l'accord ne les contraignait pas à entreprendre des actions militaires. Le 2 août, le gouvernement britannique réquisitionna deux cuirassés, le Sultan Osman I et le Reşadiye, construits par les chantiers navals britanniques pour le compte de l'Empire ottoman ; cela affaiblit les partisans du Royaume-Uni à Constantinople malgré les propositions d'indemnisation si l'Empire restait neutre. À la suite de cet incident diplomatique, le gouvernement allemand offrit deux croiseurs en remplacement, le SMS Goeben et le SMS Breslau, pour accroître son influence. Les Alliés tentèrent d'intercepter les navires mais ces derniers s'échappèrent quand le gouvernement ottoman les autorisa à traverser les Dardanelles jusqu'à Constantinople. L'Empire était cependant neutre et la convention de Londres signée en 1841 interdisait tout passage de navires de guerre dans les Dardanelles ; en autorisant l'entrée des navires allemands, ces derniers confirmaient leurs liens avec l'Allemagne.

En septembre, la mission navale britannique à Constantinople créée en 1912 par l'amiral Arthur Limpus (en) fut rappelée du fait de l'entrée en guerre, apparemment imminente, de l'Empire ottoman ; le commandement de la marine ottomane fut transmis au contre-amiral Wilhelm Souchon de la marine allemande. Sans en référer au gouvernement ottoman, le commandant allemand des fortifications des Dardanelles ordonna la fermeture du détroit le 27 septembre.

La présence navale allemande et les succès militaires de l'Allemagne sur les différents fronts du conflit poussa le gouvernement ottoman à déclarer la guerre à la Russie. Le 27 octobre, les deux croiseurs de la marine ottomane Yavuz Sultan Selim et Midilli (antérieurement le Breslau et le Goeben) entrèrent en mer Noire, bombardèrent le port russe d'Odessa et coulèrent plusieurs navires. Les Ottomans refusèrent d'expulser les missions allemandes comme le demandaient les Alliés et ils entrèrent officiellement en guerre aux côtés des Empires centraux le 31 octobre ; la Russie déclara la guerre à l'Empire le 2 novembre. Le lendemain, l'ambassadeur britannique quitta Constantinople et une escadre britannique bombardra les forts de Kum Kale et de Seddulbahir à l'entrée méditerranéenne du détroit. Le Royaume-Uni et la France déclarèrent à leur tour la guerre à l'Empire le 5 novembre et les Ottomans passèrent à l'offensive dans le Caucase à la fin du mois. Les combats éclatèrent également en Mésopotamie lorsque les Britanniques débarquèrent dans le golfe Persique pour prendre le contrôle des installations pétrolières de la région. Les Ottomans planifièrent une offensive contre l'Égypte britannique au début de l'année 1915 pour occuper le canal de Suez et couper les liens entre le Royaume-Uni et ses colonies indiennes. L'historien Hew Strachan estime que rétrospectivement l'entrée en guerre ottomane ne faisait aucun doute après l'arrivée du Goeben et du Breslau et que les retards étaient plus liés à l'impréparation ottomane qu'à des hésitations sur la politique à tenir.

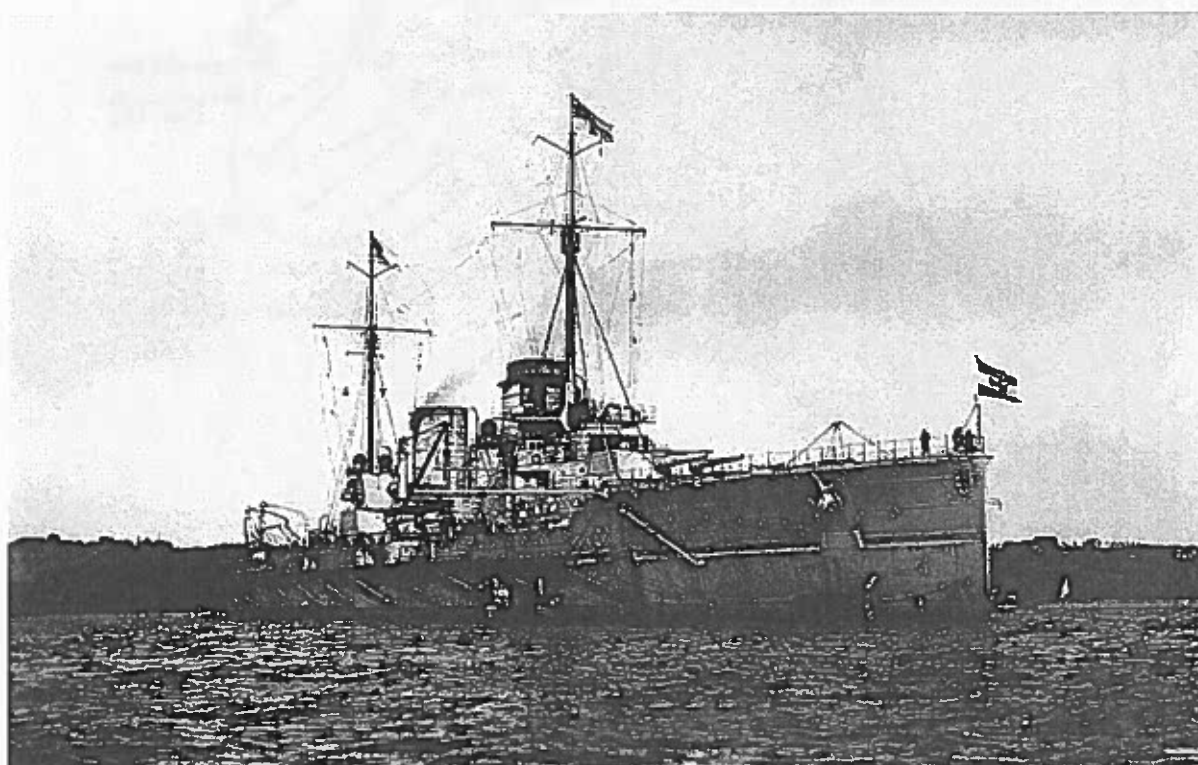
Stratégie alliée



Après les succès allemands au début du conflit, le front de l'Ouest s'était enlisé à la suite des contre-attaques alliées sur la Marne et à Ypres. L'impossibilité de la guerre de mouvement poussa les deux camps à créer des tranchées qui s'étendirent rapidement de la Manche jusqu'à la frontière suisse.

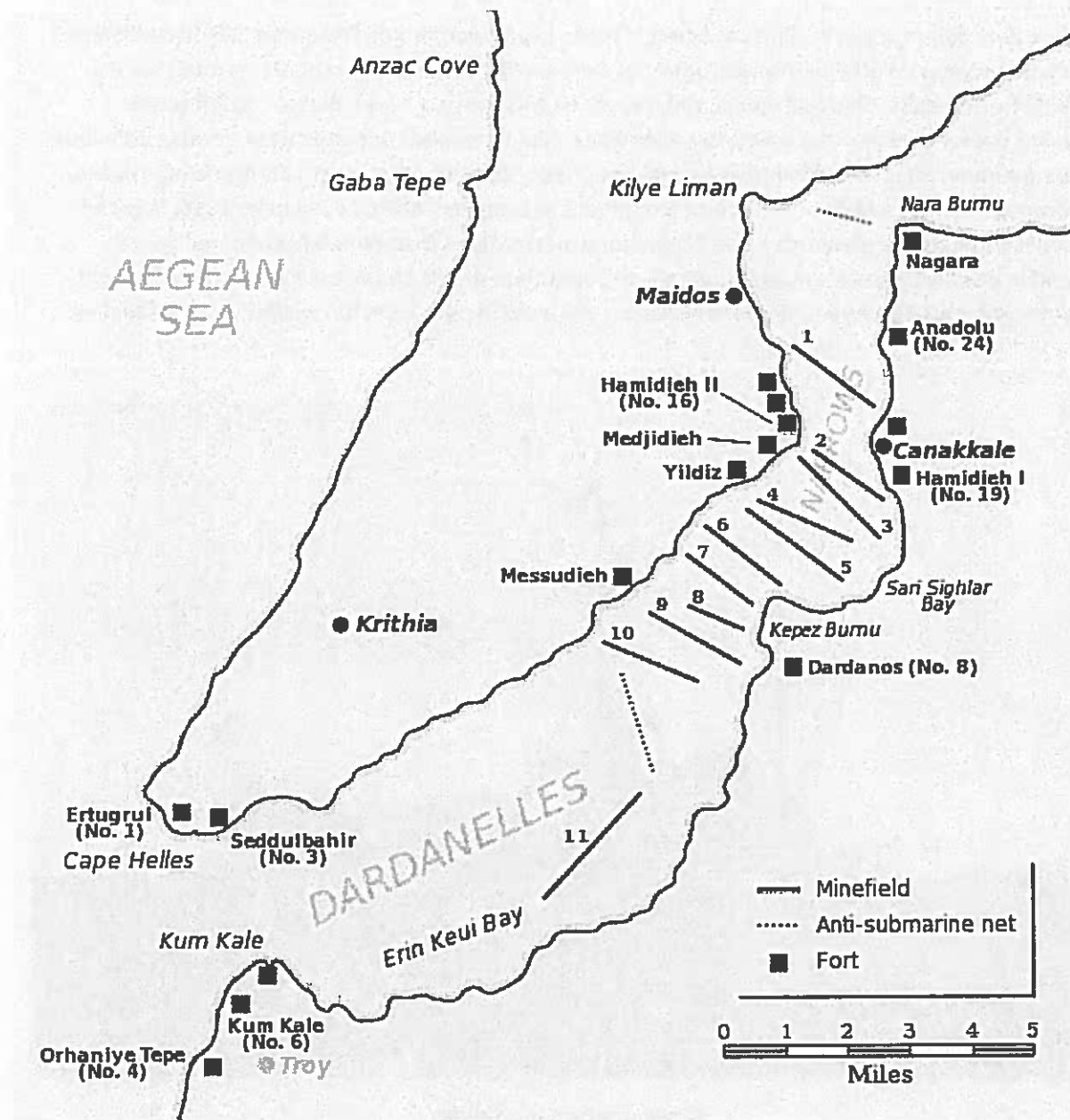
La situation était similaire à l'est et le front s'était figé sur une ligne allant de la mer Baltique à la mer Noire. Pour les Alliés, la neutralité de l'Empire ottoman et l'ouverture des Dardanelles revêtaient une importance capitale car le détroit était le seul lien entre la Russie d'un côté et la France et le Royaume-Uni de l'autre. En effet, les routes terrestres étaient contrôlées par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, la mer Blanche au nord et la mer d'Okhotsk en Extrême-Orient étaient bloquées par les glaces l'hiver et éloignées des théâtres d'opérations tandis que l'accès à la mer Baltique était bloqué par la marine allemande. Tant que l'Empire restait neutre, la Russie pouvait être ravitaillée par la mer Noire mais le détroit fut fermé et miné par les Ottomans en novembre.

En novembre, le Royaume-Uni proposa de payer l'Empire ottoman pour qu'il reste neutre tandis que le ministre français de la Justice, Aristide Briand, suggéra de lancer une attaque préventive ; les deux propositions furent rejetées. Plus tard dans le mois, le premier lord de l'Amirauté, Winston Churchill présenta un projet d'attaque navale contre les Dardanelles basé sur des rapports erronés sur les défenses ottomanes. Churchill voulait redéployer en Méditerranée les cuirassés obsolètes ne pouvant opérer contre la Hochseeflotte allemande afin d'organiser une opération navale suivie d'un débarquement limité. L'opération avait également pour objectif de pousser la Bulgarie et la Grèce, deux anciennes possessions ottomanes, à rejoindre le camp des Alliés. Le 2 janvier 1915, le grand-duc Nicolas de Russie demanda l'aide britannique alors que les Ottomans lançaient une grande offensive dans le Caucase. Les préparations de l'opération navale commencèrent immédiatement pour soulager les Russes en obligeant les Ottomans à redéployer leurs forces dans les Dardanelles.



Croiseur allemand Seidlitz

Opérations navales

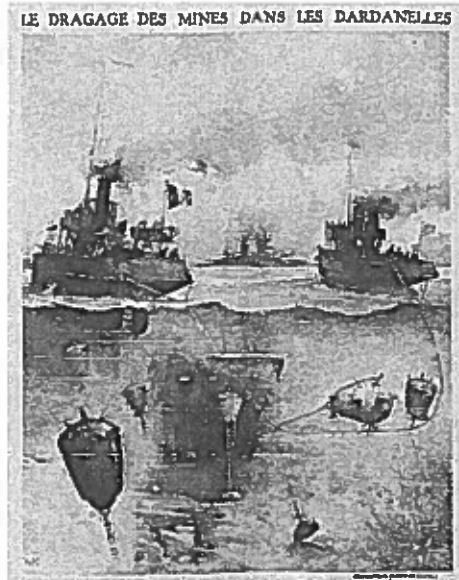


Carte des champs de mines et des fortifications ottomanes dans les Dardanelles

Tentative de passage en force

Le 17 février 1915, un hydravion britannique du HMS Ark Royal réalisa un vol de reconnaissance au-dessus du détroit. Deux jours plus tard, une importante escadre anglo-française menée par le cuirassé HMS Queen Elizabeth commença à pilonner les positions ottomanes sur la côte. Les Britanniques avaient prévu d'utiliser les huit appareils du HMS Ark Royal pour orienter les tirs mais les mauvaises conditions climatiques ne permirent l'emploi que d'un seul Short Type 136 (en).

Le 25 février, les premières fortifications à l'entrée des Dardanelles avaient été écrasées tandis que le passage avait été déminé³⁴. Une unité de Royal Marines fut alors débarquée pour détruire les canons de Kum Kale sur la côte asiatique et à Sedd el Bahr à l'extrémité de la péninsule de Gallipoli tandis que le bombardement naval se tournait vers les batteries entre Kum Kale et Kephez.

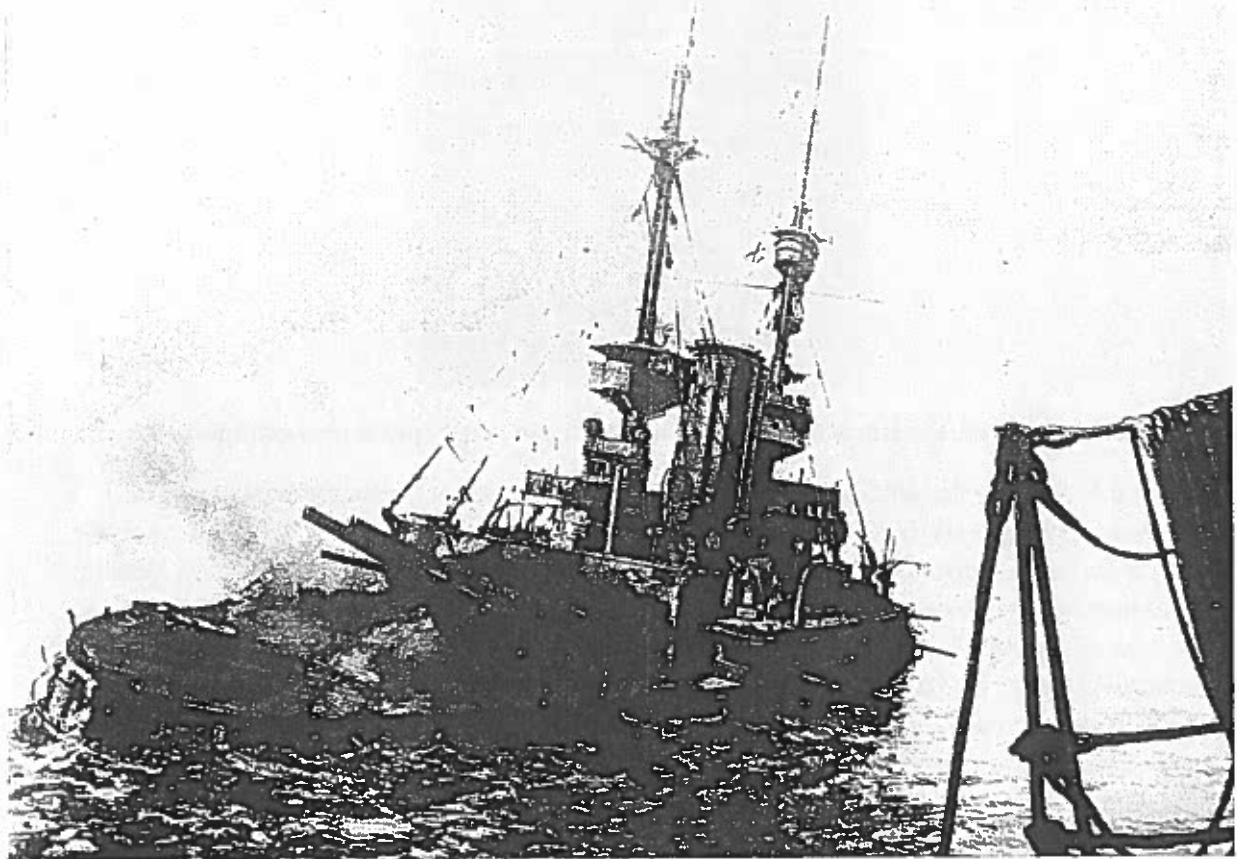


Dragage des mines dans les Dardanelles en 1915 par les troupes franco-britanniques.

Frustré par la mobilité des batteries ottomanes qui échappaient aux bombardements alliés et menaçaient les dragueurs de mines, Churchill poussa le commandant de la flotte, l'amiral Sackville Carden, à accroître la pression³⁶. Ce dernier prépara une nouvelle tactique et envoya le 4 mars un télégramme à Churchill indiquant qu'il pourrait atteindre Constantinople en moins de 14 jours en lançant un assaut avec l'ensemble de ses forces³⁷. Cette confiance fut renforcée par l'interception de messages allemands révélant que les forts ottomans étaient presque à court de munitions. Il fut donc décidé d'organiser une attaque générale vers le 17 mars mais Carden, malade, fut remplacé par l'amiral John de Robeck. Le 18 mars 1915, la flotte composée de 18 cuirassés et de nombreux croiseurs et destroyers tenta de forcer le passage le plus étroit des Dardanelles large de seulement 1 500 mètres. Malgré la menace des canons ottomans, les dragueurs de mines reçurent l'ordre de participer à l'assaut. À 14 h, un compte-rendu du quartier-général ottoman rapporta que « toutes les lignes téléphoniques ont été coupées, toutes les communications avec les forts sont interrompues, certains canons ont été touchés... en conséquence, les tirs d'artillerie des défenses ont été sévèrement réduits ».

Les reconnaissances alliées n'avaient cependant pas identifié tous les champs de mines ottomans et à 15 h 15, le cuirassé français Bouvet coula en deux minutes avec plus de 600 marins après avoir touché une mine. Les HMS Irresistible et HMS Inflexible heurtèrent également des mines tandis que le HMS Ocean, envoyé pour secourir le premier connut la même mésaventure et les deux navires coulèrent ensemble. Les cuirassés français Suffren et Gaulois furent aussi endommagés après avoir traversé une ligne de mines discrètement posée dix jours plus tôt par le mouilleur de mines Nusret. Le feu ottoman, bien que réduit, restait menaçant et les dragueurs de mines, pour la plupart de simples chalutiers manœuvrés par des équipages civils, battirent en retraite en laissant intacts les champs de mines.

Ces lourdes pertes contraignirent de Robeck à ordonner une retraite pour sauver ce qui restait de la flotte. Certains officiers comme le commodore Roger Keyes du HMS Queen Elizabeth estimaient que la victoire était toute proche car les batteries ottomanes n'avaient presque plus de munitions mais de Robeck, John Fisher et d'autres commandants estimèrent à l'inverse que les tentatives navales pour prendre le contrôle des détroits nécessiteraient des pertes inacceptables. Le repli allié renforça le moral des Ottomans et le jour fut par la suite célébré en Turquie comme une grande victoire. Comme la capture des Dardanelles par la mer était impossible, les préparatifs pour une opération terrestre commencèrent afin de prendre le contrôle des côtes, de neutraliser les batteries ottomanes et permettre aux dragueurs de mines de nettoyer le détroit en sécurité.



Naufrage du HMS *Irresistible*

Fin de la première partie

LA TENTATION HUMANITAIRE.

Juin 2018.

Etienne CARLIER,
CDCA.

Voici une dizaine d'années, je décidais de mettre ma formation militaire en Droit des Conflits Armés (DCA) au service d'une cause humanitaire. Mon choix m'amena à devenir membre volontaire de la Croix-Rouge de Belgique. Après une « remise à niveau », consistant en une série de cours et un examen, je devins donc Formateur en Droit International Humanitaire (DIH), ce qui est la copie conforme civile du DCA militaire enseigné à l'Institut Royal Supérieur de Défense (IRSD).

Fort de ce bagage et des recyclages réguliers, toujours d'actualité à l'ERM, j'enseignais les bases du DIH – en gros, les Conventions de Genève et autres conventions relatives aux conflits – à des membres de la Croix-Rouge, puis à des élèves de Hautes-Ecoles, de l'UCL, de classes terminales du secondaire, ainsi qu'à des membres de mouvements de jeunesse. C'était une façon pratique de faire connaître les règles – droits ET obligations – des parties à un conflit.

Mon « action humanitaire » se déroula ainsi, de façon très positive, durant plusieurs années, en divers endroits de Wallonie et Bruxelles. Bien sûr, faire de l'humanitaire à l'étranger aurait demandé un investissement de soi bien plus contraignant. Mais je n'en avais plus l'âge ni les disponibilités professionnelle et familiale. J'ai agi selon mes possibilités et mon apport fut apprécié, au vu de résultats concrets.

C'est alors qu'arrivèrent les flux de réfugiés de Syrie et d'Irak, fuyant l'armée criminelle de l'Etat Islamique. Le Droit des Conflits Armés se mit en action, comme il se doit, puisqu'il s'agit d'une branche du Droit International qui ne s'active qu'en temps de guerre. Or, l'Etat Islamique avait déclaré la guerre à l'Occident ... C'est ainsi que se présentaient les choses. En fait, la coalition occidentale se trouvait opposée à Daesh, une armée de terroristes fanatiques et non à un état reconnu de façon internationale. Difficile, dans ce cas, d'appliquer et de faire respecter les règles du DCA. Les Russes l'ont bien compris et c'est à eux que revient le mérite d'avoir effectué la plus grosse part du nettoyage. Les méthodes sont certes discutables mais les résultats sont là ...

Chez nous, en Occident, le DCA/DIH trouvait son application au travers de la Convention de Genève de 1951, relative au traitement des réfugiés, vu que rien ne les concerne dans les Conventions de Genève de 1949. Mon second engagement humanitaire pouvait alors s'appuyer sur le suivi de cette

convention de 1951. Cependant, une analyse de ce texte me fit rapidement comprendre que la convention était incomplète.

Sa conception, datant de six ans après la Deuxième Guerre Mondiale, était encore influencée par ce conflit majeur. A cette époque, les réfugiés sont quasi tous rentrés chez eux quand le danger fut passé. Ils ne se sont pas installés là où ils étaient arrivés, n'ont pas créé des ghettos. C'est sans doute ce souvenir qui fit que les rédacteurs de la Convention de Genève de 1951 n'ont pas prévu d'organiser le retour des réfugiés après la libération de leur région ou de leur pays. Cela coulait de source qu'ils rentreraient au pays ...

De plus, les réfugiés de 1940 étaient composés de femmes, d'enfants et de personnes âgées. Les hommes jeunes étaient au front. Par contre, à partir de 2015, nous avons vu arriver parmi les réfugiés, beaucoup d'hommes jeunes, qui avaient préféré désertier plutôt que de défendre leur pays. C'est interpellant ... Au début de cet exode, mon engagement humanitaire, tel que je le concevais, consistait à faire respecter cette Convention de 1951 : assurer l'asile et la sécurité des réfugiés, en attendant leur retour dans un pays pacifié mais aussi extraire les « candidats-terroristes » mêlés à leur flux. Chose qui échappait alors totalement aux autorités de l'époque, jusqu'à ce que commencent les attentats...

A ce moment, les subsides pour la diffusion du Droit International Humanitaire s'étaient taris, au profit de l'aide aux réfugiés. Je devais donc suivre le mouvement. Et pourtant, je ne l'ai pas fait. D'abord, à cause des constats relatés ci-dessus mais aussi suite à l'erreur – ou volonté ? – de beaucoup de médias politisés, qui commencèrent à faire l'amalgame entre « réfugiés » et « migrants », ce qui est très différent !

Un migrant n'émerge à aucune convention. C'est simplement quelqu'un qui a décidé d'aller vivre ailleurs pour des raisons économiques, familiales, climatiques, ... mais pas guerrières, comme c'est le cas pour les réfugiés. Alors, des flux croissants de migrants – contenant aussi des réfugiés – s'amplifièrent, convergeant vers l'Europe comme vers une « terre promise ». Beaucoup d'entre eux n'avaient plus rien à voir avec la Convention de Genève de 1951 et depuis plus de deux ans, l'Union Européenne regarde passer cette invasion d'allure pacifique, en se lamentant pour la forme.

Je ne comprenais pas : pourquoi la Hongrie, la Tchéquie et la Turquie – mais celle-ci, moyennant finances européennes ! – s'opposaient-elles seules à cette vague migratoire ? Pourquoi chez nous, se réjouissait-on de ce phénomène ? Une analyse plus fine me fit découvrir que trois courants de pensée poussaient certains décideurs influents à laisser venir ces faux réfugiés s'installer chez nous

et ce, au nom de l'humanitaire. Face à cela, mon DIH n'avait plus aucune raison d'être... Voici les arguments de ces décideurs :

-la démographie : elle est pointée du doigt par quelques scientifiques, relayés par des hauts fonctionnaires et des politiciens. Ils constatent que la population européenne vieillit et que la fécondité est insuffisante. Ils ont raison. Mais de là à poursuivre en affirmant que le flux migratoire est la bouée de secours, une « chance pour l'Europe » ... ! C'est faire fi de notre culture, de notre société et de nos valeurs. Mais pour eux, la solution à long terme vient des migrants et tant pis pour notre identité.

-la main-d'œuvre : des employeurs – et parfois de grosses sociétés – principalement sous la houlette de Madame Merkel, ont laissé comprendre que le flux migratoire était une manne de main-d'œuvre à bon marché ... et que cela ferait le bonheur des actionnaires. Si je comprends bien, c'est du chômage en perspective pour les citoyens européens de souche, principalement les jeunes. Belle mentalité...

-L'électoratisme : certains partis politiques font tout et encore plus pour organiser l'accueil des migrants en leur inculquant leurs « droits » - pour les « devoirs », on verra plus tard - . Une fois franchie l'étape cruciale de la naturalisation, ces migrants politisés malgré eux, deviendront de parfaits électeurs pour leurs bienfaiteurs, puis des élus. Et adieu à notre culture et à nos droits ; la sharia s'en occupera.

Alors, que faire ? Rester là à contempler l'arrivée incessante de notre relève démographique ? Applaudir à la mise au travail – avec quelles compétences ? – de la nouvelle main-d'œuvre qui enverra nos jeunes au chômage ?

Voter pour des candidats qui imposeront ensuite la sharia chez nous ?

Vous l'avez compris, c'est NON. C'est ainsi qu'avorta ma deuxième tentation humanitaire, après réflexion et constat.

Mon troisième engagement humanitaire réside ailleurs. Il est porteur de réaction et rejette la passivité devant les événements. Puisque nos dirigeants n'ont pas su être *pro-actifs* – sauf certains, heureusement – alors les citoyens doivent être *réactifs*.

Une première initiative consiste à stimuler nos élus à suivre et l'exemple – unique jusqu'ici – d'une mission gouvernementale du Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, dans un pays africain à forte émigration, afin de prendre avec celui-ci des mesures destinées à décourager le départ de ses jeunes vers l'Europe. Non seulement nous n'avons pas d'avenir à leur offrir mais en plus, leur pays d'origine souffre de cette hémorragie de main-d'œuvre.

On le voit, *stimuler l'immigration chez nous, c'est vraiment commettre un crime humanitaire*. Sans parler des nombreuses victimes par noyades, lors de la

traversée de la Méditerranée, ainsi que les rackets, viols et parfois meurtres en Lybie.

A ce sujet, un accord devrait être trouvé rapidement, afin que les pays d'Afrique du Nord acceptent de collaborer avec Frontex, pour empêcher de tels embarquements.

Frontex (« *Frontières extérieures* ») a été créé en 2004 et compte environ 500 personnes. C'est un service de coordination des gardes-frontières européens. Le principe est bon mais ses moyens et ses effectifs sont largement insuffisants. Ceux qui stimulent l'immigration sauvage doivent être poursuivis et sévèrement châtiés. Les passeurs et trafiquants d'êtres humains ne peuvent bénéficier d'aucune clémence.

Une deuxième initiative consisterait à mettre en place, de préférence au niveau européen, une Administration de la Remigration, destinée à aider les migrants légaux – donc, les vrais réfugiés – à rentrer chez eux, lorsqu'ils n'y seront plus en danger de guerre ou de persécution. Cette réinsertion, accompagnée d'une aide financière fournie par le budget de la Coopération, se ferait en collaboration avec les autorités des pays d'origine. La remigration concerne avant tout les réfugiés syriens, irakiens et afghans. Leurs pays doivent être entièrement reconstruits et l'économie relancée. Leur aide est capitale là-bas, plutôt que l'inactivité en Europe.

Le principe de la remigration est avantageux tant pour l'Europe que pour les réfugiés et migrants légaux. Quant aux migrants illégaux et aux détenus étrangers qui saturent nos prisons, l'expulsion pure et simple – mais respectueuse des principes humanitaires – reste la seule solution.

La remigration viendrait contrebalancer la regrettable initiative de l'Union Européenne, prise dans sa Directive du 22 septembre 2003, art.8 : le regroupement familial. En d'autres termes, le « Cheval de Troie »... Souvenons-nous des flux de réfugiés et/ou de migrants de ces dernières années. Ils contenaient de très nombreux hommes seuls, en âge de défendre leur pays mais qui avaient préféré désertier. Quand sera passée, pour eux, l'étape cruciale de l'obtention du droit de séjour, nous verrons leur nombre multiplié par 4, 5 ou 6, par le simple fait du regroupement familial. Qui y a pensé ? Ne soyons pas naïfs : certains le souhaitent, surtout pour des raisons électorales !

Ces diverses considérations m'ont amené à reconsidérer l'humanitaire idéal tel que je le concevais initialement.

Laissons l'humanitaire extérieur, dans les pays en difficultés, aux professionnels qui en ont fait leur vocation et aux grandes institutions qui y sont dédiées. Occupons-nous plutôt de ce qui se passe chez nous ...

En effet, j'ai découvert qu'il existe – paradoxalement – un humanitaire interne, nécessaire chez nous, un « *humanitaire identitaire* ».

Si nous travaillons depuis des décennies pour mettre sur pieds une Europe qui tienne la route face aux défis mondiaux, ce n'est pas pour qu'elle perde son identité culturelle et la sécurité de ses citoyens de souche.

C'est la raison pour laquelle les moyens décrits ci-dessus doivent être mis en œuvre d'urgence. Chacun d'entre nous, chaque Européen, est concerné. Notre devoir – surtout pour des Officiers - est de diffuser cette volonté et de dénoncer ceux qui stimulent, organisent ou tolèrent une immigration illégale et improductive pour l'Europe, à des fins financières et politiques.

Si nous voulons conserver notre Europe, avec son identité culturelle, il est temps de faire entendre la voix de la majorité silencieuse. Cela aussi, c'est faire œuvre humanitaire.



A l'occasion de la Fête Nationale,

Le Gouverneur de la Province de Hainaut,

Monsieur Tommy Leclercq,

A le plaisir de vous inviter,

Ce 21 juillet 2018, à 11 heures,

Au Te Deum qui sera chanté en

La Collégiale Sainte-Waudru à Mons.

*L'entrée des Autorités se fera pour le portail ouest (Square
Roosevelt)*

Les Officiers sont attendus pour 10H30 (X)

(X) communiquer SVP au Président, A. KICQ, votre participation au
Te Deum et au drink qui suit la cérémonie avant le 7 juillet 2018

Monchartourn 2018

Architecture moderne et mémoire de la grande guerre



Le samedi 22 septembre prochain, le Monchartourn culturel se déroulera dans la région des Hauts de France. Nous visiterons le musée des **canonniers sédentaires** de Lille.

Installé dans l'ancien couvent des Urbanistes, ce musée présente des collections en rapport avec l'histoire militaire et la défense de la ville de Lille depuis cinq siècles. Après le repas de midi, nous nous rendrons au musée de Fromelles où les Néo-Zélandais se battirent contre les Allemands en juillet 1916. Cette bataille fut partiellement destinée à provoquer une diversion de la bataille de la Somme qui avait lieu quatre vingt kilomètres plus au sud. Elle se solda par une victoire allemande. La journée découverte se terminera par la visite du **fort de Seclin**. Ce Fort Séré de Rivières, dernier intact dans la ceinture de Lille, est dédié à l'artillerie de la Grande Guerre. Site historique il témoigne des conditions de vie et de combat des poilus dans ces anciens casernements.

Le programme :

10H00 – 11H30 : Visite du musée des **Canonniers Sédentaires** à Lille (44, rue des Canonniers 59000 Lille - France)

12H15– 14H10 : Repas au restaurant « **Le Maisnil Mon Temps** » à Le Maisnil

14H25 – 16H05 : Visite du musée de Fromelles (rue de la Basse ville, 59249 Fromelles - France)

16H45 – 18H15 : Visite du musée de Seclin (Chemin du Fort 59115 Seclin – France)

18.50 Hr : Retour à Tournai

19.30 Hr : Retour à Mons

20.10 Hr : Retour à Charleroi

En pratique : **07H45** : Départ de Charleroi, **Parking du Delhaize, rue de Gozée 400, 6110 Montigny le Tilleul**

08H35 : Départ de Mons, **place NERVIENNE**

09H20 : Départ de Tournai, **station Shell Express, rue de Maire, 7503 Tournai**

Attention : Il s'agit de l'heure du départ du car de chaque endroit et non de l'embarquement. Soyez ponctuel. Merci

Menu

Apéritif : Bière des Chti

Tartine au Maroille chaud

Potvleesch, frites et salade

Ile flottante

Café

Bière pour accompagner le repas

PAF : 60,00 € pour les non membres

55,00 € pour les membres en règle de cotisation 2017 et les épouses

A verser au compte BE du CROR au plus tard le 31 août 2018.

Le paiement faisant preuve d'inscription.

Musée des canonniers sédentaires de Lille

Le **Musée des canonniers** est installé dans l'ancien couvent des Urbanistes, et présente une collection d'objets relatifs à la Confrérie de Sainte-Barbe et à la défense de la ville de Lille.

Histoire

Lille, affranchie en 1235 par une charte de la comtesse Jehanne (1200-1244), dut se préoccuper de la défense de ses habitants, en construisant des remparts, et en instituant une milice communale appelée "Serment des Canonniers et des Coulevriniers". Lille disposait en outre d'archers et d'arbalétriers.

Avec l'évolution de l'artillerie, la défense des villes fortifiées fut de plus en plus confiée aux armes à feu. Sous la domination des Habsbourg, Lille fut pourvue en 1482 d'une artillerie permanente.



- En 1483, les confrères de Sainte-Barbe prêtent serment de défendre la ville et de s'entraîner à cet effet avec les armes de l'artillerie. Ce bataillon des Canonniers de Lille est l'unique descendant, en France, des confréries militaires, et l'un des plus anciens corps d'artillerie d'Europe.
- En Juillet 1667, Louis XIV fait le siège de la ville, et les Canonniers le combattent. Pour récompenser leur courage, et leur habileté, il maintient leurs privilèges, et leur octroie deux canons d'honneur.
- En 1708, lors de la guerre de succession d'Espagne les Canonniers défendent la ville, côté français.
- Lors du siège de 1792, la confrérie de Sainte-Barbe, dissoute par les Révolutionnaires comme confrérie religieuse, voit ses confrères s'engager comme volontaires et servir dans le bataillon "Égalité". Leur résistance est héroïque. En reconnaissance de leur brillante conduite contre les Autrichiens, Napoléon Bonaparte leur fit don de l'ancien couvent des soeurs urbanistes et réorganisa le corps qui reçut le nom de Bataillon des Canonniers Sédentaires de Lille. Il leur offrit les deux canons Gribeauval de 4, le plus beau fleuron des collections du musée.
- Durant la première guerre mondiale, les Canonniers se battent à Boulogne et Dunkerque.
- En 1939-1940, ils se battent comme défense anti-aérienne et abattent plusieurs avions ennemis.
- Depuis 1997, le bataillon est en attente de mission, mais il existe toujours . Doté d'un chef de corps et d'un étendard, il reste un héritier d'une des plus anciennes milices bourgeoises d'Europe.

Les collections du musée évoquent cinq siècles d'histoire du bataillon: sculptures, gravures et armes.

Nous y trouvons de nombreux objets relatifs à l'histoire militaire : uniformes, fusils de 1777 à 1945, armes blanches, canons ..., des témoignages de la vie quotidienne des Canonniers ainsi que des éléments retraçant l'histoire de la ville de Lille.

3 000 objets sont exposés

Les deux canons Gribeauval de 4, don de Napoléon Bonaparte aux Canonniers, constituent le plus beau fleuron des collections du musée



Canon Gribeauval

MUSEE DE LA BATAILLE DE FROMELLES

(19 Juillet 1916)

Conçue comme une diversion à l'attaque britannique, déclenchée le 1er juillet sur la Somme, la bataille de Fromelles est qualifiée aujourd'hui des « *pires 24 heures dans l'histoire de la nation australienne* ».

Les 19 et 20 juillet 1916, la Bataille de Fromelles s'est déroulée sur 4 kilomètres de front.

Mal préparée, avec des objectifs peu clairs, la bataille tournera à la débâcle

La zone d'attaque fait face à de très puissantes positions allemandes qui dominent les lignes britanniques ; c'est notamment le cas de "Sugar Loaf" (pain de sucre), un bastion bétonné truffé de mitrailleuses. Le plan prévoit un bombardement lent et méthodique, très massif, immédiatement avant l'attaque d'infanterie. Le bombardement préparatoire, d'une durée de 11 heures, sera très mal réalisé.

Deux divisions sont engagées dans l'offensive sur Fromelles : la 61^e britannique et la 5^e australienne, récemment arrivées en France et sans aucune expérience du combat. Face à eux, une unité expérimentée, la VI^e Division bavaroise de réserve, déjà victorieuse à Aubers l'année précédente.

Déclenchée à 18 heures, l'attaque d'infanterie est soumise à un intense feu de mitrailleuses et d'artillerie, dans une zone où le no man's land est très large (plus de 300 m).

Les quatre vagues sont fauchées l'une après l'autre, à cinq minutes d'intervalle.

Seule une petite partie des soldats australiens parvient à pénétrer dans la première ligne allemande et se trouve immédiatement isolée et soumise à des contre-attaques.

Le no man's land est jonché de cadavres australiens ; certains témoins parleront de l'étal d'un boucher, à ciel ouvert. Malgré l'échec immédiatement perçu, une seconde attaque est lancée à 9h00. Totalement isolés, les Australiens, survivants du premier assaut, après avoir passé une nuit dans les tranchées allemandes, décident de regagner leurs lignes au matin du 20 juillet ; ils sont à nouveau fauchés par les mitrailleuses allemandes.

L'offensive, mal préparée, le choc est terrible, sur les deux jours, plus de 8500 hommes sont morts, disparus ou blessés lors de la bataille.

Les Australiens ont perdu 5 533 hommes, et les Britanniques 1 400

Bon nombre des soldats morts sur le champ de bataille ne furent pas retrouvés.

Il semble qu'Adolf Hitler, alors caporal au 16^e régiment d'infanterie de réserve bavarois, ait participé à la bataille dans les rangs allemands.

En 2009, une équipe d'archéologues met au jour les corps de 250 soldats britanniques et australiens disparus à Fromelles. Une grande campagne d'identification commence, et avec chaque nouvelle identité, c'est l'histoire d'un soldat qui remonte à la surface. Plus qu'une simple explication des faits historiques des 19 et 20 juillet 1916, le nouveau Musée de la Bataille de Fromelles, ouvert en juillet 2014, tisse les liens entre ce passé et le présent, et devient un lieu de mémoire incontournable.

Il traite de l'archéologie de guerre et des techniques modernes telles que les recherches ADN qui ont été utilisées lors des fouilles réalisées à Fromelles en 2009.

Durant quatre mois, des archéologues ont analysé ces ossements et les 1 300 objets qui accompagnaient ces dépouilles (chaussures, médaillons avec mèche de cheveux, pipe...).

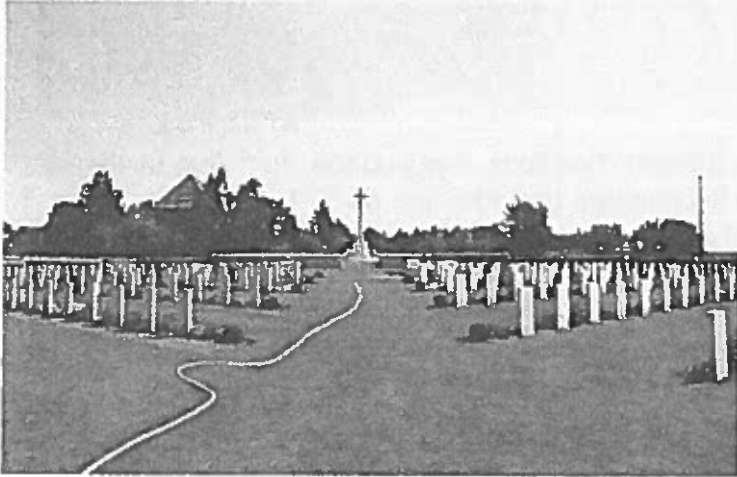
Les ADN ont été relevés en même temps qu'étaient effectués des prélèvements sur plus d'un millier de descendants des soldats disparus dans le secteur.

La comparaison a permis d'identifier certains de ces squelettes, et ainsi de donner une sépulture à 70 des disparus australiens dont les noms étaient gravés sur le mémorial du VC Corner.

Des reconstitutions mettent en scène le matériel militaire retrouvé dans les anciennes tranchées de Fromelles et la War Room détaille le déroulé de la bataille.

PHEASANT WOOD MILITARY CIMETERY. FROMELLES

Le nouveau cimetière militaire de Fromelles "Pheasant Wood Military Cemetery", dernier cimetière construit par la CWGC en 2010, a été édifié non loin du champ où les corps de 250 soldats du Commonwealth (dont 241 soldats australiens), enterrés dans des fosses communes par les troupes allemandes, à l'orée du Bois du Faisan tout proche, ont été retrouvés en 2008.



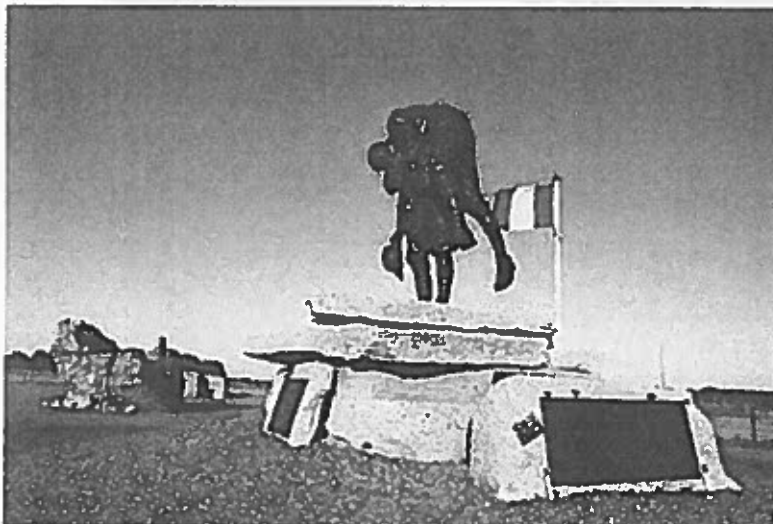
PARC MÉMORIAL AUSTRALIEN DE FROMELLES.

Au cours des 3 jours suivants que les alliés et particulièrement les Australiens tentèrent de secourir un maximum des leurs renversés par la mitraille. L'oeuvre de Peter Corlett "Cobbers" érigée depuis juillet 1998 sur les lieux du drame témoigne de l'engagement et de la dépendance des hommes entre eux.

"Don't forget me Cobber" : "Ne m'oublie pas camarade"

La statue du parc mémorial évoque ce qu'il s'est passé au lendemain de cette bataille.

Juché sur les vestiges d'un bunker allemand de première ligne, le sergent australien Simon Fraser porte sur ses épaules un camarade tombé lors de l'offensive.



V.C. CORNER AUSTRALIAN CEMETERY AND MEMORIAL



Les combats, courts et intenses, ont été le théâtre d'exploits sanctionnés de "Victoria Cross". Une tranchée est nommée "Avenue V.C", et le cimetière porte le nom de "V.C Corner".

La particularité de ce cimetière est qu'il est le seul en France à n'accueillir que des Australiens. Cette cité silencieuse est dominée par la croix du sacrifice avec une épée de bronze brochant sur son fût, symbole commun à tous les cimetières du Commonwealth.

Le fond de la parcelle est occupé par un mémorial portant les noms de 1 208 militaires australiens disparus lors de cet assaut et privés de sépulture.

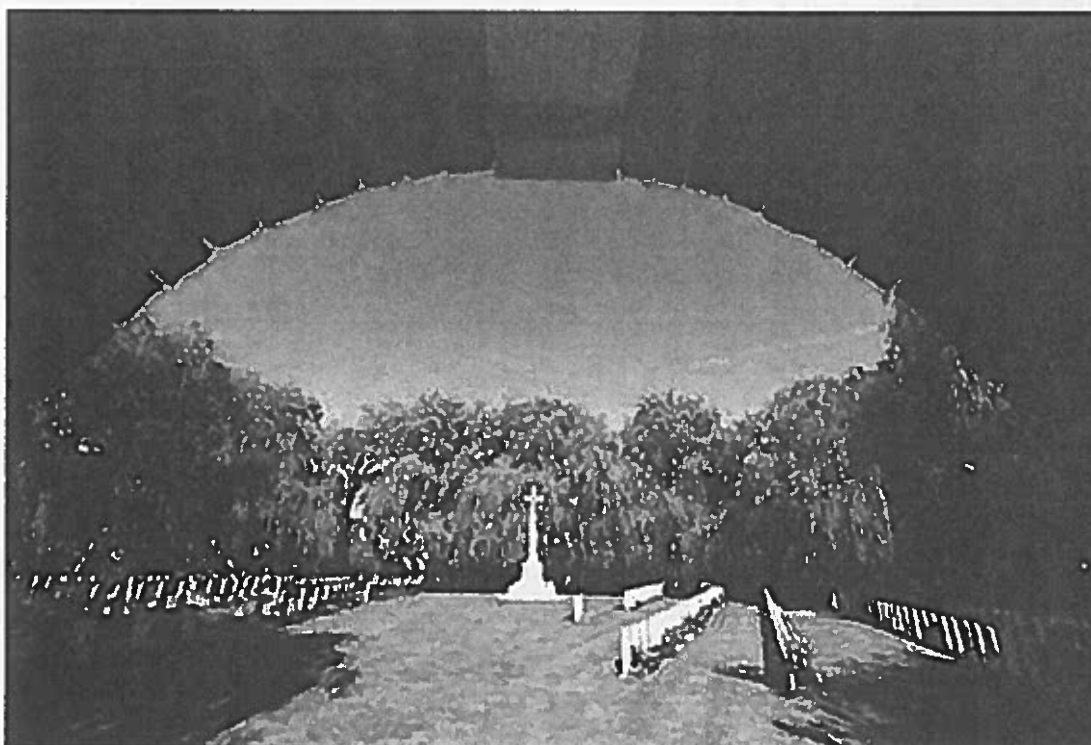
LE TROU AID POST CEMETERY

C'est d'abord un gros bouquet de saules pleureurs dans un coin isolé, à quelques centaines de mètres du parc mémorial australien de Fromelles.

Le *Trou Aid Post Cemetery* a été établi dès septembre 1914 à côté d'un poste de secours sur la seconde ligne de tranchée britannique, au lieu-dit « le Trou ».

356 soldats du Commonwealth y reposent, dont 207 n'ont pu être identifiés.

Ceint de douves et d'arbres, ce lieu est l'un des plus beaux cimetières du Commonwealth, sur le front.



Le Fort de Seclin

Le site du **Fort de Seclin** fut occupé pendant plus de quatre siècles lors de la période gallo-romaine! 1er siècle av. J.-C. jusqu'au IV^e siècle apr. J.-C. Il semblerait que l'emplacement fut le plus grand camp romain du nord de la Gaule.



Construit entre 1875 et 1878, le Fort de Seclin, appelé aussi **Fort Duhoux**, a conservé, malgré les nombreux conflits qu'il a traversés, l'intégralité de ses bâtiments et de ses fossés. Cela fait donc de lui le dernier fort intact de la ceinture de Lille. On retrouve ce système de fortifications, bâti à partir de 1874 et jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, le long des frontières. Il est de type « Séré de Rivières » (du nom de son concepteur et promoteur le général Raymond Adolphe Séré de Rivières).

Au cœur d'une plaine de 100 hectares, il est un point culminant de 37 mètres d'altitude. D'une superficie de 5 hectares sur une emprise de 14 hectares. Le fort a été construit en 2 ans : 6 mois pour creuser l'emplacement, 1 an pour monter la maçonnerie et 6 mois pour recouvrir de terre les toitures. Il était notamment équipé d'une boulangerie et d'une infirmerie et pouvait contenir jusqu'à 800 soldats. Il pouvait théoriquement fonctionner en autarcie 6 mois grâce à un stock de poudre et de vivre.

Les forts Séré de Rivières sont des grandes batteries polygonales ceinturées par des douves sèches, défendues par des canonniers ainsi que des banquettes de tir d'artillerie. Des casemates en maçonnerie sous des mètres de terre protègent hommes et munitions. Le fort est entièrement construit en brique. Caves, souterrains, passages sont voûtés et très habilement reliés les uns aux autres. De plus, stratégiquement parlant, c'est un bijou de géométrie qui ne laisse aucun angle mort. A l'origine le fort est uniquement couvert d'herbe, il se fond avec le haut de la colline. C'est en 1885 que le développement des obus de forte puissance rend obsolète la construction de ces forts. La solution est de bétonner leur dessus ce qui coûte cher.

De la Première à la Seconde Guerre mondiale.

Dès 1914, le front déborde Lille et Seclin. Une garnison bavaroise occupe le fort et approvisionne en hommes et en matériels le front allant de Vimy à Arras en passant par Fromelles, Lorette et Ypres.

C'est seulement en octobre 1918, grâce à la manœuvre d'exploitation de Lille [Manœuvre combinées avec l'offensive de Belgique en vue de dégager la région Lilloise], exécutée par les forces britanniques en direction du Nord-Est, entre l'Escaut et la Somme, que les 1st et VIth armées britanniques, sous les ordres du général Haig, attaquent l'adversaire de front, le contraignant, le 17 octobre, à abandonner le fort, puis Lille, pour se replier vers l'est. C'est une des batailles qui ponctua la marche victorieuse de la seconde offensive de Belgique entreprise en septembre 1918.

Le 1/6 bataillon du King's Liverpool régiment libère le fort du 16 au 17 octobre.

Après sa libération, le Fort de Seclin sera utilisé comme garnison puis comme hôpital par les Britanniques. Ils y resteront jusqu'en 1921.

Pendant l'entre-deux-guerres, le fort redevient un casernement pour le service militaire.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, il servira d'annexe à la prison de Loos. 69 résistants y seront fusillés entre le 7 juin et le 24 août 1944, dont les saboteurs ascquois.



Des années 50 à nos jours.

Le fort devient l'annexe de la prison de Loos. Puis sert de poudrière pour les régiments de la région grand nord. Abandonné dans les années 1970 et dégradé, le Fort retrouve une certaine sérénité en 1996, lorsque la Famille Boniface l'investit. Il est depuis patiemment restauré par ses acquéreurs et est aujourd'hui le seul exemple de fort de la défense de Lille en très bon état.

Musée.

Depuis octobre 2003, ses propriétaires y ont ouvert un centre historique sur l'artillerie, la cavalerie et l'infanterie de 1870 à 1920, mais principalement sur la Première Guerre mondiale.

BULLETIN D'INSCRIPTION

Alain KICQ, rue de la Licorne 34 – 7022 Hyon
Tél. 065/35 42 85 – GSM 0485/13 12 01
e-mail: alain.kicq@hotmail.be

Nom et prénom :

Grade :

Adresse :

.....

Tél. :

Votre e-mail :

.....

- Verse le montant de la cotisation 2018, soit 12,50 € sur le
compte BE64 0015 7243 3452 du CROR Mons
Virement effectué le 2018

- Participera au Te Deum du 21 juillet OUI - NON

- **Monchartourn 2018** (22 septembre) organisé par les
Cercles OR et SOR de Charleroi, Mons et Tournai

Nombre de personnes :

PAF : 60,00 € X personnes =

(1) 55,00 € X personnes =

Montant versé le sur le compte
BE64 0015 7243 3452 du CROR Mons.

(1) Pour les membres du CROR Mons en règle de cotisation 30 juin 2018 et
leurs épouses ou compagnes

